

OPINION PARTIELLEMENT INDIVIDUELLE  
ET PARTIELLEMENT DISSIDENTE  
DE M. LE JUGE *AD HOC* COUVREUR

*Recevabilité de l'exception préliminaire — Existence de la compétence de la Cour entre les Parties — Exercice de cette compétence — Recevabilité de la requête — Cour seulement saisie, antérieurement, de la question de l'existence d'une base de juridiction entre les Parties — Arrêt du 18 décembre 2020 ayant exclusivement porté sur cette question — Venezuela non tenu de soulever son exception relative à l'exercice de la compétence de la Cour dans le délai fixé par l'ordonnance du 19 juin 2018 — Venezuela en droit de soulever une telle exception le 7 juin 2022, dans les trois mois suivant le dépôt du mémoire sur le fond, conformément à l'article 79bis du Règlement de la Cour — Exception recevable.*

*Sort à réserver à ladite exception — Légitimité du Guyana pour introduire l'instance et capacité d'agir devant la Cour — Jurisprudence de l'Or monétaire — Question de l'existence d'un intérêt juridique propre du Royaume-Uni, constituant l'objet même du différend, sur lequel la Cour aurait à statuer préalablement à toute conclusion sur les demandes du Guyana — Royaume-Uni partie au traité de Washington de 1897 et à la procédure ayant abouti à la sentence arbitrale de 1899 — Intérêt de nature formelle du Royaume-Uni non suffisamment « actuel » et « réel » pour empêcher la Cour de trancher le différend en son absence dans la mesure où, s'agissant de la sentence, la cause de nullité invoquée serait le fait exclusif des arbitres — Situation nettement différente dès lors que les causes de nullité invoquées auraient directement trait au comportement propre du Royaume-Uni durant la négociation du traité de Washington et l'élaboration de la sentence — Règle coutumière de la non-succession en matière de responsabilité d'État — Projet de directive 9 de la Commission du droit international — Intérêts juridiques propres du Royaume-Uni se trouvant au cœur du différend à trancher par la Cour — Impossibilité pour celle-ci de se prononcer sur les demandes du Guyana sans une évaluation préalable de la licéité de la conduite du Royaume-Uni.*

*Thèse d'un « consentement » du Royaume-Uni à la compétence de la Cour pour régler le différend et à l'exercice de cette compétence — « Consentement » postulant nécessairement une acceptation par le Royaume-Uni de la juridiction de la Cour à son endroit dès lors que celle-ci est appelée à statuer sur la licéité de ses actes propres — Conditions traditionnellement très exigeantes de l'établissement d'une telle acceptation non réunies en l'espèce — Royaume-Uni ayant seulement consenti, en souscrivant à l'article IV*

PARTIALLY SEPARATE  
AND PARTIALLY DISSENTING OPINION  
OF JUDGE *AD HOC* COUVREUR

*[Translation]*

*Admissibility of the preliminary objection — Existence of the Court's jurisdiction between the Parties — Exercise of that jurisdiction — Admissibility of the Application — Court previously seised only of the question of the existence of a basis of jurisdiction between the Parties — Judgment of 18 December 2020 exclusively addressed that question — Venezuela not required to raise its objection to the exercise of the Court's jurisdiction within time-limit fixed by the Order of 19 June 2018 — Venezuela entitled to raise such an objection on 7 June 2022, within three months of the filing of the Memorial on the merits, in accordance with Article 79bis of the Rules of Court — Objection admissible.*

*Treatment of the said objection — Guyana's legitimacy to institute the proceedings and its standing before the Court — Monetary Gold jurisprudence — Question whether the United Kingdom has a legal interest, constituting the very subject-matter of the dispute, on which the Court must rule before making any findings on Guyana's claims — United Kingdom as a party to the 1897 Washington Treaty and to the proceedings leading to the 1899 Arbitral Award — United Kingdom's formal interest not sufficiently "current" or "real" to prevent the Court from deciding the case in its absence, in so far as grounds of nullity invoked in respect of the Award are alleged to be exclusively attributable to the arbitrators — Situation clearly different when grounds of nullity invoked are said directly to concern the United Kingdom's own conduct during the negotiation of the Washington Treaty and the elaboration of the Award — Customary rule of non-succession in respect of State responsibility — International Law Commission's draft guideline 9 — United Kingdom's own legal interests central to dispute to be settled by the Court — Impossibility for the Court to rule on Guyana's claims without first evaluating the lawfulness of the United Kingdom's conduct.*

*Argument that the United Kingdom has "consented" to the Court's jurisdiction to settle the dispute and to the exercise of that jurisdiction — "Consent" necessarily implies the United Kingdom's acceptance of the Court's jurisdiction over it when the latter is called upon to rule on the lawfulness of its individual acts — Traditionally very strict requirements for establishing such acceptance not met in this case — In subscribing to Article IV of the 1966 Geneva Agreement, the United Kingdom only*

*de l'accord de Genève de 1966, à la mise sur pied d'un mécanisme général de règlement du différend devant en principe trouver à s'appliquer sans son intervention — Choix de la Cour impliquant le plein respect de son Statut, notamment en matière de consensualisme — Interprétation raisonnable de l'article IV ne permettant pas d'inférer un consentement non équivoque et indiscutable du Royaume-Uni à ce que la Cour se prononce sur la licéité de sa conduite passée sans la possibilité pour lui de faire valoir ses moyens — Grievs spécifiques à l'encontre du Royaume-Uni non antérieurement identifiés avec précision et n'ayant fait l'objet d'aucune formulation juridique définitive — Consentement du Royaume-Uni à la juridiction de la Cour toujours donné par ailleurs en des termes minutieusement conçus — Jurisprudence constante de la Cour en matière de forum prorogatum.*

*Volonté indéniable du Royaume-Uni de demeurer un « tiers » par rapport au règlement du différend — Impossibilité pour la Cour, dans le système du Statut, de se prononcer sur le comportement et la responsabilité d'un tiers à l'instance — Consentement du tiers à cet effet insuffisant — Nécessité absolue, pour l'État exprimant un tel consentement, d'être partie à l'instance — Incapacité de la Cour de citer un tiers à l'instance — Principes statutaires de la réciprocité et de l'égalité entre les États, du droit à un procès équitable et du contradictoire — Jurisprudence de la Cour bien établie — Décision du Secrétaire général des Nations Unies de choisir la Cour comme mode de règlement non notifiée au Royaume-Uni.*

*Complications procédurales susceptibles de résulter de l'endossement de la thèse d'un « consentement » du Royaume-Uni — Approche alternative adoptée par la Cour — Règlement intégral du cas d'espèce par l'accord de Genève, rendant inutile un recours à la jurisprudence de l'Or monétaire — Prise en considération souhaitable de l'argumentation principale des Parties — Approche de la Cour ne permettant pas, au-delà des variations formelles, d'éviter les écueils du « consentement » du Royaume-Uni et de sa « participation à l'instance » — Exigences incontournables du Statut de la Cour.*

*Conclusion : applicabilité de principe de la jurisprudence de l'Or monétaire — Différence entre la présente affaire et celles de l'Or monétaire et du Timor oriental — Faits non encore définitivement établis — Droit du demandeur à un procès équitable — Exception « inextricablement liée au fond » — Cour ne disposant par ailleurs pas « de tous les éléments nécessaires pour se prononcer sur les questions soulevées » — Exception devant être regardée comme « non exclusivement préliminaire » au sens de l'article 79ter, paragraphe 4, du Règlement de la Cour.*

## I. INTRODUCTION

1. Les deux questions essentielles posées à la Cour en l'espèce étaient à ce stade les suivantes.

*consented to the establishment of a general scheme for the settlement of the dispute, intended in principle to be applied without its involvement — Choosing the Court implies full compliance with its Statute, in particular as regards consensualism — Reasonable interpretation of Article IV does not suggest that the United Kingdom has unequivocally and unquestionably consented to the Court ruling on the lawfulness of its past conduct without it being able to defend its case — Specific complaints against the United Kingdom not previously identified in detail or definitively formulated in legal terms — United Kingdom's consent to the Court's jurisdiction moreover always meticulously worded — Consistent jurisprudence of the Court as regards forum prorogatum.*

*United Kingdom's undeniable desire to remain a "third party" as regards the settlement of the dispute — Impossibility for the Court, under the system of the Statute, to rule on the conduct and responsibility of a third party to the proceedings — Third-party consent to that effect is insufficient — Absolute necessity for the State expressing such consent to be party to the proceedings — Inability of the Court to compel a third party to participate in proceedings — Statutory principles of reciprocity and equality of States, right to procedural fairness and adversarial proceedings — Well-established jurisprudence of the Court — United Nations Secretary-General's decision to choose the Court as the means of settlement not notified to the United Kingdom.*

*Procedural complications that could arise from endorsement of the argument of the United Kingdom's "consent" — Alternative approach adopted by the Court — Full settlement of this case by the Geneva Agreement, making recourse to Monetary Gold jurisprudence unnecessary — Consideration of the Parties' principal arguments desirable — Irrespective of variations in form, the Court's approach does not make it possible to avoid pitfalls concerning the United Kingdom's "consent" and its "participation in the proceedings" — Inescapable requirements of the Court's Statute.*

*Conclusion: applicability in principle of Monetary Gold jurisprudence — Difference between this case and Monetary Gold and East Timor cases — Facts not yet conclusively established — Applicant's right to a fair hearing — Objection "inextricably interwoven with . . . the merits" — Moreover, the Court does not have before it "all facts necessary to decide the questions raised" — Objection to be regarded as "not exclusively preliminary", within meaning of Article 79ter, paragraph 4, of the Rules of Court.*

## I. INTRODUCTION

1. The two essential questions put to the Court at this stage of the case were the following.

2. Premièrement, la Cour pouvait-elle et devait-elle examiner l'exception préliminaire présentée par le Venezuela le 7 juin 2022 — exception que celui-ci avait qualifiée d'exception «d'irrecevabilité de la requête» — ou devait-elle au contraire décliner de le faire *in limine*, au motif que ladite exception eût elle-même été «irrecevable» pour l'une des raisons qui suivent, avancées par le Guyana : soit que la Cour se fût déjà prononcée, avec l'autorité de la chose jugée, sur son contenu matériel, dans son arrêt du 18 décembre 2020 afférent à sa compétence ; soit que, le Venezuela n'ayant pas soulevé les questions sur lesquelles cette exception porte, dans le délai fixé par l'ordonnance du 19 juin 2018, à savoir le 18 avril 2019 au plus tard, il était forclo à le faire le 7 juin dernier.

3. La seconde question essentielle qui se posait en l'espèce était celle de savoir quel serait le sort à réserver à l'exception du Venezuela, au cas où celle-ci serait jugée recevable et où, par conséquent, la Cour aurait à en connaître. Rappelons à cet égard que seules trois possibilités s'offraient à la Cour : retenir cette exception, la rejeter ou considérer qu'elle ne possédait pas un caractère exclusivement préliminaire (et l'examiner au stade du fond).

## II. LA RECEVABILITÉ DE L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE DU VENEZUELA

4. Le Guyana a tout d'abord prétendu, en substance, que l'exception tirée par le Venezuela de la jurisprudence bien connue de l'*Or monétaire pris à Rome en 1943*<sup>1</sup> était, en dépit de la qualification qui lui avait été donnée, une exception d'incompétence qui était irrecevable au motif que la Cour avait déjà conclu à sa compétence dans son arrêt du 18 décembre 2020. Cette thèse procède en réalité d'une confusion entre «(existence de la) *compétence* (entre les parties)» et «*exercice de cette compétence* (notamment à l'égard d'un tiers)», une différence pourtant solidement ancrée dans la jurisprudence de la Cour.

5. Lors de la réunion tenue par le président de la Cour avec les agents des Parties le 18 juin 2018, au titre de l'article 31 du Règlement, et comme il est consigné dans l'ordonnance rendue par la Cour le lendemain, la vice-présidente du Venezuela avait d'emblée indiqué que son gouvernement estimait «que la Cour n'avait manifestement pas compétence et que le Venezuela avait décidé de ne pas prendre part à l'instance»<sup>2</sup> ; en même temps, elle avait remis au président de la Cour une lettre du chef de l'État vénézuélien aux termes de laquelle celui-ci précisait qu'il «n'y a[vait] aucune base pour la juridiction de la Cour»<sup>3</sup>. Comme dans les situations semblables qui s'étaient présentées par le passé, la Cour a décidé, dans son ordonnance du 19 juin

<sup>1</sup> *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique), question préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1954, p. 19.*

<sup>2</sup> *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela), ordonnance du 19 juin 2018, C.I.J. Recueil 2018 (I), p. 403.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

2. First, could and should the Court consider the preliminary objection raised by Venezuela on 7 June 2022 — an objection that the latter characterized as an objection “to the admissibility of the Application” — or should it instead decline to do so *in limine*, on the grounds that the said objection was itself “inadmissible” for one of the following reasons put forward by Guyana: either because the Court had already ruled on its substantive content with the force of *res judicata* in its Judgment of 18 December 2020 on jurisdiction, or because, having failed to raise the questions to which the objection related within the time-limit fixed in the Order of 19 June 2018, i.e. by 18 April 2019 at the latest, Venezuela was precluded from doing so on 7 June 2022.

3. The second essential question raised in this case was how Venezuela’s objection should be dealt with, if it were found admissible and if the Court were therefore required to entertain it. It should be recalled in this regard that the Court had only three options: to uphold the objection, to reject it or to find that it did not possess an exclusively preliminary character (and examine it at the merits stage).

## II. THE ADMISSIBILITY OF VENEZUELA’S PRELIMINARY OBJECTION

4. Guyana first claimed, in substance, that Venezuela’s objection based on the well-known jurisprudence in the case concerning *Monetary Gold Removed from Rome in 1943*<sup>1</sup> was, despite how it had been characterized, an objection to jurisdiction that was inadmissible because the Court had already found that it had jurisdiction in its Judgment of 18 December 2020. This contention is in fact based on a conflation of the “(existence of) *jurisdiction* (between the parties)” and the “*exercise of this jurisdiction* (in particular in respect of a third party)”, a distinction that is nonetheless firmly rooted in the Court’s jurisprudence.

5. At the meeting held by the President of the Court with the Agents of the Parties on 18 June 2018, pursuant to Article 31 of the Rules, and as noted in the Court’s Order of the following day, the Vice-President of Venezuela made clear from the outset that her Government considered “that the Court manifestly lacks jurisdiction and that Venezuela ha[d] decided not to take part in the proceedings”<sup>2</sup>; at the same time, she handed the President of the Court a letter from the Venezuelan Head of State in which the latter stated that “there is no basis for the jurisdiction of the Court”<sup>3</sup>. As in similar situations in the past, the Court decided, in its Order of 19 June 2018, using standard terms whose meaning and scope had never before proved

<sup>1</sup> *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and United States of America)*, Preliminary Question, Judgment, I.C.J. Reports 1954, p. 19.

<sup>2</sup> *Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)*, Order of 19 June 2018, I.C.J. Reports 2018 (I), p. 403.

<sup>3</sup> *Ibid.*

2018, en ayant recours à une terminologie «standard» dont le sens et la portée n'avaient jamais, jusque-là, donné lieu à controverse, que, dès lors que le défendeur avait immédiatement contesté, et de façon radicale, l'existence d'une quelconque base de juridiction de la Cour pour statuer sur le différend opposant les Parties, il était «nécessaire de régler en premier lieu la question de sa *compétence*, et qu'en conséquence il d[eva]it être statué séparément, avant toute procédure sur le fond, sur cette question»<sup>4</sup>. Les délais fixés dans ladite ordonnance concernaient donc expressément et exclusivement le dépôt de pièces portant sur la *compétence* de la Cour. Aucun autre motif que l'absence de base de juridiction *inter partes* pour que la Cour puisse connaître de l'affaire n'était invoqué par le Venezuela pour justifier sa décision de faire défaut. Les écritures dont la production fut prescrite par l'ordonnance de la Cour en date du 19 juin 2018 ne pouvaient partant avoir d'autre objet.

6. La Cour n'avait aucune raison de s'écarter, en l'espèce, de sa pratique constante en pareil cas, et elle ne l'a point fait. La procédure préliminaire qu'elle a organisée sur la question soulevée par le défendeur dès l'introduction de l'instance ne pouvait se conclure que par un arrêt portant uniquement sur cette même question. J'y reviendrai.

7. On a beaucoup écrit sur les notions de «compétence» et de «recevabilité», sur leurs différences et leurs similarités, tant dans les divers systèmes juridiques de droit interne que dans la procédure internationale, sur leurs contours parfois flous, ou encore sur l'ordre dans lequel les questions de compétence et de recevabilité devraient être examinées par les juridictions saisies d'exceptions portant sur de telles questions. Toutefois, pour intéressantes qu'elles soient, ces considérations doctrinales, qui ne sont pas toujours propres à clarifier la matière, doivent passer au second plan lorsqu'il s'agit d'identifier ce qu'un organe juridictionnel déterminé a entendu viser exactement en utilisant, dans un contexte donné, un terme tel celui de «compétence». Il faut présumer que, en l'absence de précision contraire, la Cour a, en l'espèce, entendu se référer au sens usuel de ce mot dans les textes qui régissent son activité et dans sa propre pratique. Comme elle l'a affirmé dans ce célèbre *dictum* de l'arrêt rendu en l'affaire des *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*: «C'est toujours l'existence d'une *volonté des Parties de conférer juridiction* à la Cour, qui fait l'objet de l'examen de la question de savoir s'il y a *compétence* ou non.»<sup>5</sup> Voilà exactement ce sur quoi, dans le langage ordinaire de la Cour, celle-ci s'attend à ce que les parties s'expriment lorsqu'elles sont invitées, comme l'étaient le Guyana et le Venezuela, à traiter en premier lieu de la question de sa «compétence». Cette question touche toujours, dans la jurisprudence de la Cour, à l'interprétation de la base de juridiction invoquée dans une affaire, aux fins de déterminer dans quelle mesure *les parties* ont *consenti* à ce que la Cour statue sur *leurs* droits et obligations en cause dans cette affaire. Ni plus ni moins.

<sup>4</sup> *Ibid.* (les italiques sont de moi).

<sup>5</sup> *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*, *compétence et recevabilité, arrêt, C.I.J. Recueil 1988*, p. 76, par. 16 (les italiques sont de moi).

controversial, that since the Respondent had immediately and firmly disputed the existence of any basis of jurisdiction enabling the Court to rule on the dispute between the Parties, it “must resolve first of all the question of [its] *jurisdiction*, and that this question should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits”<sup>4</sup>. The time-limits fixed in that Order thus expressly and exclusively concerned the filing of written pleadings on the *jurisdiction* of the Court. No grounds other than the lack of a basis of jurisdiction *inter partes* enabling the Court to entertain the case were invoked by Venezuela to justify its decision not to take part in the proceedings. Therefore, the written pleadings that were to be produced pursuant to the Court’s Order dated 19 June 2018 could not address any other subject.

6. In this case, the Court had no reason to depart from its consistent practice in such situations, and it did not do so. The preliminary proceedings that it held on the question raised by the Respondent at the time proceedings were instituted could only result in a judgment confined to that same question. I shall come back to this.

7. Much has been written on the concepts of “jurisdiction” and “admissibility”, on the differences and similarities between them in both the various domestic legal systems and international proceedings, on their sometimes vague definitions, and on the order in which questions of jurisdiction and admissibility ought to be examined by judicial bodies when they are seised of objections relating to such questions. However, as interesting as they are, these scholarly considerations, which are not always conducive to clarifying matters, must take a back seat when it comes to ascertaining the precise intention of a particular judicial body in using a term such as “jurisdiction” in a given context. It must be presumed that, in the absence of any indication to the contrary, the Court intended in this case to refer to the ordinary meaning of this term in the texts governing its activity and in its own practice. As it affirmed in the well-known dictum in its Judgment in the case concerning *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)*: “When considering whether it has *jurisdiction* or not, the Court’s aim is always to ascertain whether an *intention on the part of the Parties exists to confer jurisdiction* upon it.”<sup>5</sup> This, in the ordinary language of the Court, is exactly what it expects the parties to discuss when they are invited, as Guyana and Venezuela were, to address first the question of its “jurisdiction”. In the jurisprudence of the Court, this question always involves an interpretation of the basis of jurisdiction invoked in a case, with the aim of ascertaining the extent to which *the parties* have *consented* to the Court making a decision on *their* rights and obligations at issue in that case. Nothing more, nothing less.

<sup>4</sup> *Ibid.* (emphasis added).

<sup>5</sup> *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras), Jurisdiction and Admissibility, Judgment, I.C.J. Reports 1988*, p. 76, para. 16 (emphasis added).



8. En l'espèce, c'est sans aucun doute en ce sens que le président Maduro avait d'emblée posé le problème qui justifiait à ses yeux la décision du Venezuela de ne pas « prendre part à l'instance » et c'est ce point précis qui a constitué l'objet de la procédure préliminaire organisée par la Cour. De fait, tant le mémoire du Guyana sur « la compétence » que le mémorandum officieux du Venezuela, en date du 28 novembre 2019, ont porté exclusivement sur cette question. Et tel est aussi le cas, logiquement, de l'arrêt du 18 décembre 2020<sup>6</sup>. Il est à peine besoin de rappeler que la question centrale qui a retenu l'attention de la Cour dans cet arrêt était celle de savoir si la décision du Secrétaire général des Nations Unies en date du 30 janvier 2018, prise sur le fondement de l'article IV, paragraphe 2, de l'accord de Genève de 1966, était suffisante en elle-même pour *conférer juridiction* à la Cour *vis-à-vis des Parties* en vue de trancher *le différend les opposant*, ou si le Statut de la Cour requérait une action complémentaire de la part de *celles-ci* à cet effet.

9. La Cour, dans cette première phase de l'affaire, n'a à aucun moment été saisie de — ni ne s'est prononcée sur — la question, non seulement distincte, mais qui ne pouvait au demeurant logiquement se poser qu'ultérieurement, de *l'exercice* d'une compétence dont elle avait d'abord à établir l'existence même.

10. Comme il est bien connu, la jurisprudence de la Cour est constante, lorsqu'elle aborde la question du respect des droits des « tiers absents » qui apparaissent constituer l'objet même d'une instance, pour considérer qu'il s'agit là d'un obstacle à l'« exercice » d'une compétence préalablement établie entre les parties. Ainsi, dans le dispositif de l'arrêt qu'elle a rendu en l'affaire de *l'Or monétaire pris à Rome en 1943* — le premier du genre —, la Cour a constaté que « la compétence à elle conférée ... ne l'autoris[ait] pas, en l'absence du consentement de l'Albanie, à statuer sur la première conclusion de la requête du Gouvernement italien »<sup>7</sup>. Il est expliqué dans les motifs de cet arrêt que la Cour se trouvait confrontée à un problème d'« exercice », vis-à-vis de l'Albanie, mais aussi des parties elles-mêmes, de la compétence qui lui avait par ailleurs été conférée aux termes de la déclaration accompagnant l'accord de Washington du 25 avril 1951 : « La Cour en conclut que, bien que l'Italie et les trois États défendeurs lui aient conféré une *compétence*, elle ne peut *exercer cette compétence* en vue de statuer sur la première demande qui lui a été soumise par l'Italie. »<sup>8</sup> Il ne fait donc aucun doute que la Cour entendait opérer une distinction très nette entre « (existence de la) *compétence* (entre les parties) » et « *exercice de cette compétence* ». En revanche, la question est bien qualifiée de question d'« exercice de la compétence » dans le dispositif de l'arrêt de la Cour en l'affaire relative au *Timor oriental (Portugal*

<sup>6</sup> *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela), compétence de la Cour, arrêt, C.I.J. Recueil 2020, p. 455.*

<sup>7</sup> *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique), question préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1954, p. 34.*

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 33 (les italiques sont de moi).

8. In the present case, it is undoubtedly to this end that President Maduro immediately raised the issue that in his view justified Venezuela's decision "not [to] participate in the proceedings", and it is this very point that was the subject of the preliminary proceedings held by the Court. In fact, both Guyana's Memorial on "jurisdiction" and Venezuela's informal Memorandum dated 28 November 2019 dealt exclusively with this question. As did, logically, the Judgment of 18 December 2020<sup>6</sup>. It is hardly necessary to recall that the central question to which the Court turned its attention in that Judgment was whether the United Nations Secretary-General's decision of 30 January 2018, made on the basis of Article IV, paragraph 2, of the 1966 Geneva Agreement, was in itself sufficient to *confer jurisdiction* on the Court, *over the Parties*, with a view to settling *the dispute between them*, or whether the Court's Statute required *the Parties* to take additional action to that end.

9. At no time during that initial phase of the case was the Court seized of, nor did it rule on, the — not only separate but also, logically, subsequent — question of *the exercise* of jurisdiction, the very existence of which it had first to establish.

10. As is well known, the Court's jurisprudence is consistent in considering that the question of respect for the rights of "absent third States" that appear to constitute the very subject-matter of a case is a bar to the "exercise" of jurisdiction previously established between the parties to that case. Thus, in the operative part of its Judgment in the case concerning *Monetary Gold Removed from Rome in 1943* — the first of its kind — the Court found that "the jurisdiction conferred upon it . . . [did] not, in the absence of the consent of Albania, authorize it to adjudicate upon the first Submission in the Application of the Italian Government"<sup>7</sup>. It is explained in the reasoning of that Judgment that the Court had encountered a problem in "exercis[ing]" — not only in respect of Albania but also over the parties themselves — the jurisdiction that had otherwise been conferred on it under the Statement accompanying the Washington Agreement of 25 April 1951: "The Court accordingly finds that, although Italy and the three respondent States have conferred *jurisdiction* upon the Court, it cannot *exercise this jurisdiction* to adjudicate on the first claim submitted by Italy."<sup>8</sup> There is thus no doubt that the Court intended to make a very clear distinction between the "(existence of) *jurisdiction* (between the parties)" and the "*exercise [of] this jurisdiction*". By contrast, in the operative paragraph of the Court's Judgment in the case concerning *East Timor (Portugal v. Australia)*, the question is

<sup>6</sup> *Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela), Jurisdiction of the Court, Judgment, I.C.J. Reports 2020*, p. 455.

<sup>7</sup> *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and United States of America), Preliminary Question, Judgment, I.C.J. Reports 1954*, p. 34.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 33 (emphasis added).

*c. Australie*): la Cour y conclut «qu'elle ne saurait, en l'espèce, exercer la compétence à elle conférée par les déclarations faites par les Parties conformément au paragraphe 2 de l'article 36 de son Statut»<sup>9</sup>. Tel est aussi le cas dans les motifs des autres décisions touchant à cette question, qui n'ont pas retenu l'exception, telles celles rendues dans les affaires des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*<sup>10</sup>, du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)*<sup>11</sup> et de *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*<sup>12</sup>.

11. Il sied de rappeler ici en passant que, si toute question de «recevabilité» est une question d'exercice de la compétence, l'inverse n'est pas vrai. Les questions de «recevabilité» peuvent être de nature formelle, c'est-à-dire avoir trait au respect des formes prescrites dans les textes qui régissent l'activité de la Cour : il y est, dans ce cas, aisément porté remède, et la Cour est à cet égard généralement flexible (je me réfère sur ce point à l'usage qu'elle fait assez fréquemment, lorsque les circonstances le permettent, de la jurisprudence dite «*Mavrommatis*» de sa devancière<sup>13</sup>). Elles peuvent aussi être de nature plus substantielle et concerner par exemple l'absence de différend (parfois également couverte par la base de juridiction), l'absence de qualité ou d'intérêt pour agir, l'exercice de la protection diplomatique et la nationalité de la personne physique ou morale concernée, le non-épuisement des voies de recours internes, voire un abus de procédure. Enfin, elles peuvent encore être de nature générale, comme dans l'affaire du *Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)*, et donner lieu à un arrêt aux termes duquel la Cour décide, après avoir fait état des «limites ... de sa fonction judiciaire», qu'elle «ne peut statuer au fond» sur la requête<sup>14</sup>. Toutes ces questions, dites de «recevabilité», ont en commun que, contrairement aux questions de «compétence», elles ne sont pas liées à la recherche d'un

<sup>9</sup> *Timor oriental (Portugal c. Australie)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1995, p. 106, par. 38 (les italiques sont de moi).

<sup>10</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, compétence et recevabilité, arrêt, C.I.J. Recueil 1984, p. 431, par. 88.

<sup>11</sup> *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)*, requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990, p. 114 et suiv., par. 52 et suiv.

<sup>12</sup> *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1992, p. 259 et suiv., par. 49 et suiv.

<sup>13</sup> *Concessions Mavrommatis en Palestine*, arrêt n°2, 1924, C.P.J.I. série A n° 2, p. 34. Voir par exemple, pour une décision récente, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2008, p. 438 et suiv., par. 82 et suiv. (il s'agissait en l'occurrence de l'application de cette jurisprudence ancienne à une question, non de recevabilité formelle, mais de compétence *ratione personae*).

<sup>14</sup> *Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1963, p. 38. Sur ces trois types de «recevabilité», voir par exemple G. Abi-Saab, *Les exceptions préliminaires dans la procédure de la Cour internationale de Justice*, Paris, Pedone, 1967, p. 91-165.

clearly characterized as relating to the “exercise of jurisdiction”: in that paragraph, the Court finds “that it cannot in the present case *exercise the jurisdiction conferred upon it by the declarations made by the Parties* under Article 36, paragraph 2, of its Statute”<sup>9</sup>. The situation is the same in the reasoning of other decisions relating to this question in which the objection was not upheld, such as those in the cases concerning *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua* (*Nicaragua v. United States of America*)<sup>10</sup>, *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras)*<sup>11</sup> and *Certain Phosphate Lands in Nauru* (*Nauru v. Australia*)<sup>12</sup>.

11. I would recall in passing here that while all questions of “admissibility” are questions concerning the exercise of jurisdiction, the opposite is not true. Questions of “admissibility” can be formal in nature, i.e. they may concern compliance with requirements of form set out in the texts governing the Court’s activity: when that is the case, remedies are easily found, and the Court is generally flexible in this respect (on this point, I refer to the Court’s rather frequent application, when the circumstances permit, of the so-called “*Mavrommatis*” jurisprudence of its predecessor<sup>13</sup>). Such questions can also be more substantive in nature and may concern, for example, the non-existence of a dispute (sometimes also covered by the basis of jurisdiction), a lack of standing or legal interest, the exercise of diplomatic protection and the nationality of the natural or legal person concerned, the non-exhaustion of local remedies, or even abuse of process. Finally, they can also be of a general nature, as in the *Northern Cameroons* case (*Cameroon v. United Kingdom*), and give rise to a Judgment in which the Court, having referred to the “limits of its judicial function”, finds that it “cannot adjudicate upon the merits” of the application<sup>14</sup>. What all these “admissibility” questions have in common is that, unlike questions of “jurisdiction”, they are not linked to the establishment of some form of consent but instead concern the appropriate

---

<sup>9</sup> *East Timor (Portugal v. Australia)*, Judgment, I.C.J. Reports 1995, p. 106, para. 38 (emphasis added).

<sup>10</sup> *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, Jurisdiction and Admissibility, Judgment, I.C.J. Reports 1984, p. 431, para. 88.

<sup>11</sup> *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras)*, Application for Permission to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1990, pp. 114 *et seq.*, paras. 52 *et seq.*

<sup>12</sup> *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1992, pp. 259 *et seq.*, paras. 49 *et seq.*

<sup>13</sup> *Mavrommatis Palestine Concessions*, Judgment No. 2, 1924, P.C.I.J., Series A, No. 2, p. 34. For a recent decision, see e.g. *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2008, pp. 438 *et seq.*, paras. 82 *et seq.* (involving the application of this longstanding jurisprudence not to a question of formal admissibility but to one of jurisdiction *ratione personae*).

<sup>14</sup> *Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1963, p. 38. Regarding these three types of “admissibility”, see e.g. G. Abi-Saab, *Les exceptions préliminaires dans la procédure de la Cour internationale de Justice*, Paris: Pedone, 1967, pp. 91-165.

quelconque consentement, mais ont plutôt trait à l'exercice approprié de la fonction judiciaire eu égard aux circonstances déterminées d'une espèce particulière<sup>15</sup>.

12. On comprend dès lors pourquoi la Cour, bien que reconnaissant expressément que les exceptions, telle celle soulevée par l'Italie dans l'affaire de l'*Or monétaire*, ne sont pas des « exceptions d'incompétence », s'est généralement gardée de les qualifier d'« exceptions d'irrecevabilité »<sup>16</sup> et pourquoi, lorsque le Règlement fut révisé en 1972, elle a introduit, au paragraphe premier de l'article 67 de ce texte, une troisième catégorie d'exceptions, toujours mentionnée à l'article 79bis du Règlement actuel : le paragraphe premier de cet article vise en effet expressément, en sus des exceptions d'incompétence et d'irrecevabilité, « toute autre exception sur laquelle le défendeur demande une décision avant que la procédure sur le fond se poursuive »<sup>17</sup>. J'ajouterai que la Cour a, peu après l'entrée en vigueur du Règlement ainsi révisé, expressément confirmé, bien que dans un contexte différent, qu'elle peut être amenée à devoir examiner d'autres questions « qui, sans qu'on puisse les classer peut-être à strictement parler parmi les problèmes de compétence ou de recevabilité, appellent par leur nature une étude » préliminaire ; et la Cour a notamment fait état, à cet égard, de son pouvoir de prendre les mesures voulues « pour faire en sorte que, si sa *compétence au fond* est établie, *l'exercice de cette compétence* [comme question distincte ne constituant ni une question de compétence ni une question de recevabilité de la requête] ne se révèle pas vain »<sup>18</sup>.

13. En conclusion, et ayant recours au test bien connu, tel que réaffirmé par la Cour en 2016 dans son arrêt sur les exceptions préliminaires en

<sup>15</sup> Voir par exemple Ph. Couvreur, « Les procédures devant la Cour internationale de Justice et la confiance dans celles-ci », *La confiance dans les procédures devant les juridictions internationales, Actes du colloque international de Nice des 3 et 4 juin 2021*, Paris, Pedone, 2022, p. 97.

<sup>16</sup> Voir toutefois *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 2005*, p. 236 (titre) et p. 280, par. 345, point 2. Dans cet arrêt, qui portait sur des problèmes de fond d'une grande complexité, la Cour n'a pas requalifié la question soulevée par l'Ouganda « quant à la *recevabilité* des demandes de la RDC relatives à la responsabilité de l'Ouganda en ce qui concerne les combats entre troupes ougandaises et rwandaises à Kisangani en juin 2000 », *ibid.*, p. 236, par. 196 (les italiques sont de moi). Cf. *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, compétence et recevabilité, arrêt, *C.I.J. Recueil 1984*, p. 430-431, par. 86-88, et p. 442, par. 113, point 2.

<sup>17</sup> On rappellera ici que cette révision du Règlement fut le fruit d'une étude critique approfondie de sa version antérieure (celle de 1946, qui reproduisait à peu de choses près celle de 1936), menée à compter de la seconde moitié des années 1960 par Sir Gerald Fitzmaurice, lequel considérait notamment que « la classification des exceptions préliminaires en deux catégories, selon qu'elles ont trait aux questions de compétence ou aux questions de recevabilité, est simpliste et peut être trompeuse » ; voir par exemple l'opinion individuelle jointe à l'arrêt de la Cour en date du 2 décembre 1963 dans l'affaire du *Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)*, exceptions préliminaires, arrêt, *C.I.J. Recueil 1963*, p. 103. Voir aussi la distinction faite par l'éminent juge entre « *admissibility* », « *recevability* » et « *examinability* », *ibid.*, p. 102.

<sup>18</sup> *Essais nucléaires (Australie c. France)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1974*, p. 259, par. 22-23 (les italiques sont de moi).

exercise of the judicial function in light of the specific circumstances of a particular case<sup>15</sup>.

12. It is thus understandable why, despite expressly acknowledging that objections such as the one raised by Italy in the *Monetary Gold* case are not “objections to jurisdiction”, the Court has generally taken care not to characterize them as “objections to admissibility”<sup>16</sup>, and why, when the Rules were revised in 1972, it introduced, in Article 67, paragraph 1, of that text, a third category of objection that remains in the Rules to this day, in Article 79bis: in addition to objections to jurisdiction and admissibility, paragraph 1 of this provision expressly refers to any “other objection the decision upon which is requested before any further proceedings on the merits”<sup>17</sup>. I would add that, shortly after the 1972 Rules entered into force, the Court expressly confirmed, albeit in a different context, that it may have occasion to examine other questions “which may not be strictly capable of classification as matters of jurisdiction or admissibility but are of such a nature as to require [a preliminary] examination”; in this regard, the Court referred, in particular, to its power to take such action as may be required to ensure that, if and when its *jurisdiction on the merits* is established, “the *exercise of [that] jurisdiction* [as a separate question constituting neither a question of jurisdiction nor a question of the admissibility of the application] shall not be frustrated”<sup>18</sup>.

13. In conclusion, and applying the well-known test reaffirmed by the Court in its 2016 Judgment on preliminary objections in the case concerning

---

<sup>15</sup> See e.g. Ph. Couvreur, “Les procédures devant la Cour internationale de Justice et la confiance dans celles-ci”, *La confiance dans les procédures devant les juridictions internationales, Actes du colloque international de Nice des 3 et 4 juin 2021*, Paris: Pedone, 2022, p. 97.

<sup>16</sup> See, however, *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, Judgment, *I.C.J. Reports 2005*, p. 236 (heading) and p. 280, para. 345, subpara. 2. In this Judgment, which dealt with highly complex substantive issues, the Court did not recharacterize the question raised by Uganda “concerning the *admissibility* of the DRC’s claims relating to Uganda’s responsibility for the fighting between Ugandan and Rwandan troops in Kisangani in June 2000”, *ibid.*, p. 236, para. 196 (emphasis added). Cf. *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, *Jurisdiction and Admissibility*, Judgment, *I.C.J. Reports 1984*, pp. 430-431, paras. 86-88, and p. 442, para. 113, subpara. 2.

<sup>17</sup> It should be recalled here that this revision of the Rules was the result of a comprehensive critical review of the previous version (from 1946, which was nearly identical to the 1936 version), which was carried out from the second half of the 1960s by Sir Gerald Fitzmaurice, who considered, in particular, that “the classification of preliminary questions into the two categories of jurisdictional questions and admissibility questions is oversimplified, and can be misleading”; see e.g. his separate opinion appended to the Court’s Judgment in the case concerning *Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)*, *Preliminary Objections*, Judgment, *I.C.J. Reports 1963*, p. 103. See also the distinction made by the distinguished judge between “admissibility”, “receivability” and “examinability”, *ibid.*, p. 102.

<sup>18</sup> *Nuclear Tests (Australia v. France)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1974*, p. 259, paras. 22-23 (emphasis added).

l'affaire de la *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà des 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)*<sup>19</sup>, il ne fait pas de doute qu'en l'espèce, si les Parties sont les mêmes, en revanche, le *petitum* et la *causa petendi* ne sont pas identiques dans les deux phases considérées de l'affaire.

14. De surcroît, un examen du dispositif de l'arrêt du 18 décembre 2020 et de ses motifs essentiels, à la lumière de la pratique de la Cour que je viens de rappeler, montre très clairement que celle-ci ne pouvait pas se prononcer, n'a nullement entendu se prononcer et ne s'est en rien prononcée, explicitement ou par implication, dans ledit arrêt, sur l'objet — totalement distinct — de l'exception vénézuélienne du 7 juin 2022. Celle-ci n'est partant pas *res judicata* et est, de ce point de vue, parfaitement recevable.

Je ne peux que me rallier au présent arrêt à cet égard.

\* \*

15. Reste à dire un mot, pour clore sur ce premier point, en ce qui concerne le reproche fait au Venezuela de ne pas avoir formulé son exception dans le délai fixé par l'ordonnance susmentionnée du 19 juin 2018. Qu'elle ait été ou non suscitée par la façon dont la Cour a défini l'objet du différend dans son arrêt du 18 décembre 2020, cette exception ne constitue pas, comme on vient de le voir, une « exception d'incompétence » au sens où cette expression est communément entendue dans la pratique de la Cour. En conséquence, elle n'avait pas à être soulevée dans ce délai.

16. Au demeurant, dès lors que la Cour avait statué sur la question préliminaire de l'existence d'une base de juridiction qu'elle avait identifiée, et dès lors qu'elle avait conclu à sa compétence pour connaître, entre les Parties, des aspects du différend spécifiés dans sa décision, la procédure sur le fond de ces aspects suivait son cours et le défendeur était en droit, dans les trois mois suivant le dépôt du mémoire sur le fond, de soulever toute exception préliminaire sur laquelle « la Cour n'a[vait] pas pris de décision en application de l'article 79 », pour reprendre les termes de la phrase d'entrée du nouvel article 79bis du Règlement.

Je ne peux, à cet égard aussi, que souscrire pleinement aux conclusions du présent arrêt.

17. Il échet d'observer pour finir que si, par impossible, elle avait estimé que l'exception du Venezuela devait être considérée comme constituant, même partiellement, une exception d'incompétence<sup>20</sup>, la Cour aurait en tout état de cause eu à statuer sur une telle exception — même si pas nécessaire-

<sup>19</sup> *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2016 (I), p. 123-132, par. 47-84.*

<sup>20</sup> Quand bien même elle eût entendu inclure, dans les questions de compétence (*lato sensu*), celle du « consentement » du Royaume-Uni « au règlement du différend par la Cour », la problématique de la (non-)participation de cet État à l'instance ne pouvait qu'y demeurer étrangère.

*Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)*<sup>19</sup>, there is no doubt that, in the present case, although the Parties are the same in both of the phases under consideration, the *petitum* and the *causa petendi* are different.

14. In addition, an examination of the operative paragraph and essential reasoning of the 18 December 2020 Judgment, in the light of the Court's practice recalled above, very clearly shows that the Court was not able to rule, by no means intended to rule and in no way did rule, explicitly or implicitly, in that Judgment, on the — completely separate — subject-matter of Venezuela's objection of 7 June 2022. That objection is therefore not *res judicata* and, in this respect, is perfectly admissible.

I can only concur with the present Judgment in this regard.

\* \*

15. It remains for me to say a few words, in closing on this first point, about the criticism levelled at Venezuela for not raising its objection within the time-limit fixed by the above-mentioned Order of 19 June 2018. Regardless of whether that objection was brought about by the manner in which the Court defined the subject-matter of the dispute in its Judgment of 18 December 2020, it is not, as we have just seen, an "objection to jurisdiction" as this term is commonly understood in the practice of the Court. Therefore, it did not need to be raised within that time-limit.

16. Moreover, once the Court had ruled on the preliminary question that it had identified concerning the existence of a basis of jurisdiction, and once it had found that it had jurisdiction between the Parties to entertain the aspects of the dispute specified in its decision, the proceedings on the merits of those aspects resumed, and the Respondent was entitled to raise, within three months of the filing of the Memorial on the merits, any preliminary objection on which "the Court ha[d] not taken any decision under Article 79", to quote the introductory sentence of the new Article 79*bis* of the Rules.

In this regard as well, I can only fully support the findings of the Judgment.

17. Finally, it should be observed that if, by some remote chance, the Court had considered that Venezuela's objection was to be regarded as even partially constituting an objection to jurisdiction<sup>20</sup>, it would in any event have had to rule on that objection — albeit not necessarily as a preliminary

---

<sup>19</sup> *Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2016 (I)*, pp. 123-132, paras. 47-84.

<sup>20</sup> Even if the Court had intended for the jurisdictional questions (*lato sensu*) to include the question of the United Kingdom's "consen[t] to adjudication by the Court", the issue of that State's (non-)participation in the proceedings could only remain outside the scope thereof.



ment à titre préliminaire<sup>21</sup> — puisque, selon une jurisprudence bien établie, il revient à la Cour de s'assurer à tout moment de sa compétence<sup>22</sup>.

### III. LE SORT À RÉSERVER À L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE DU VENEZUELA EN DATE DU 7 JUIN 2022

18. Il convient en premier lieu de dire quelques mots à propos de la « légitimité » du Guyana comme Partie à cette affaire ou de sa qualité pour en saisir la Cour. Dans son exception préliminaire, le Venezuela a paru mettre cette légitimité en doute du fait que le Guyana n'avait été partie ni au traité de Washington de 1897 ni à la procédure arbitrale ayant conduit à la sentence du 3 octobre 1899. Cette prétention du Venezuela, étroitement liée à sa thèse selon laquelle le Royaume-Uni serait une partie indispensable en l'espèce, semble toutefois avoir été abandonnée à l'audience.

19. Le Guyana a exercé son droit à l'autodétermination sur une assiette territoriale héritée *en l'état* du colonisateur britannique, conformément aux principes de l'intangibilité des frontières coloniales et de l'*uti possidetis juris*. Si le titre qui fonde cette assiette territoriale est contesté, le Guyana possède à l'évidence un intérêt direct et une légitimité incontestée pour défendre l'intégrité de ce qu'il considère constituer son territoire. C'est la raison pour laquelle il a été associé à la négociation et à la signature de l'accord de Genève dès avant son indépendance et y est devenu partie, en sus du Royaume-Uni, dès cette indépendance acquise, conformément à l'article VIII dudit accord. C'est également la raison pour laquelle il a pris part, cette fois en lieu et place du Royaume-Uni, aux procédures mises en œuvre depuis lors, par référence à l'accord de Genève, pour tenter de régler le différend.

Cette question n'appelle pas, comme telle, d'autres commentaires de ma part.

\* \*

20. L'essentiel de l'exception du Venezuela avait trait à l'application en l'espèce de la jurisprudence de la Cour en l'affaire de l'*Or monétaire*, telle que précisée ultérieurement dans d'autres décisions déjà mentionnées (notamment *Activités militaires et paramilitaires*; *El Salvador/Honduras, requête à fin d'intervention du Nicaragua*; *Timor oriental*; et *Certaines terres à phosphates à Nauru*)<sup>23</sup>. La question ici posée était ainsi celle de

<sup>21</sup> Voir par exemple *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2004 (I), p. 29, par. 24.

<sup>22</sup> Voir par exemple *Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1972, p. 52, par. 13; *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (I), p. 76 et suiv. (« Initiative présentée à la Cour aux fins d'un réexamen d'office de sa compétence »).

<sup>23</sup> Voir les notes 9 à 12 ci-dessus.

matter<sup>21</sup> — since, according to well-established jurisprudence, the Court must always be satisfied that it has jurisdiction<sup>22</sup>.

### III. THE TREATMENT OF VENEZUELA'S PRELIMINARY OBJECTION DATED 7 JUNE 2022

18. First of all, a few words should be said about Guyana's "legitimacy" as a Party to this case and its standing to bring the case before the Court. In its preliminary objection, Venezuela appeared to question this legitimacy on the ground that Guyana had not been a party to either the 1897 Washington Treaty or the arbitral proceedings that led to the Award of 3 October 1899. This claim by Venezuela, which is closely linked to its argument that the United Kingdom is an indispensable third party in this case, nonetheless appears to have been abandoned during the hearings.

19. Guyana exercised its right to self-determination in respect of an area of territory that was inherited *as it stood* from its British colonizer, in accordance with the principles of the intangibility of colonial frontiers and *uti possidetis juris*. If the title underlying the extent of that area is challenged, Guyana clearly has a direct interest and undisputed legitimacy in defending the integrity of what it considers to be its territory. It is for this reason that it was involved in the negotiation and signature of the Geneva Agreement even before it gained independence, and why it became a party thereto in addition to the United Kingdom once that independence had been achieved, in accordance with Article VIII of the said Agreement. This is also the reason why it has taken part, this time in lieu of the United Kingdom, in the procedures that have since been implemented, by reference to the Geneva Agreement, in an attempt to settle the dispute.

This question as such calls for no further comments on my part.

\* \*

20. The crux of Venezuela's objection concerned the application in this case of the Court's *Monetary Gold* jurisprudence, as subsequently articulated in other, previously mentioned decisions (namely *Military and Paramilitary Activities*; *El Salvador/Honduras, Application by Nicaragua for permission to intervene*; *East Timor*; and *Certain Phosphate Lands in Nauru*)<sup>23</sup>. The question in this case was thus not only whether legal interests

---

<sup>21</sup> See e.g. *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*, Judgment, I.C.J. Reports 2004 (I), p. 29, para. 24.

<sup>22</sup> See e.g. *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*, Judgment, I.C.J. Reports 1972, p. 52, para. 13; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (I), pp. 76 *et seq.* ("Initiative to the Court to Reconsider *ex officio* Jurisdiction over Yugoslavia").

<sup>23</sup> See notes 9 to 12 above.

savoir si des intérêts juridiques du Royaume-Uni seraient non seulement « affectés » par toute décision de la Cour sur le fond du différend tel que celle-ci l'a défini, mais constitueraient en outre *l'objet même de ce différend*, en ce sens que la Cour ne pourrait statuer de façon indépendante et séparée sur les demandes du Guyana sans devoir *nécessairement* se prononcer aussi, *directement*, sur les intérêts juridiques du Royaume-Uni, voire même évaluer la licéité de sa conduite propre, comme un préalable logique à toute conclusion sur les demandes du Guyana. Il s'agissait donc de savoir, en d'autres termes, si le Royaume-Uni était dans le cas d'espèce, selon l'expression désormais consacrée, une « tierce partie indispensable », en manière telle qu'en son « absence » la Cour ne saurait d'aucune façon *exercer* sa compétence (que ce soit vis-à-vis de cet État ou des Parties) pour se prononcer sur le différend.

21. Dans ses observations et conclusions sur l'exception préliminaire, le Guyana avait contesté l'existence ou la subsistance d'intérêts juridiques propres du Royaume-Uni qui eussent permis l'application de la jurisprudence de l'*Or monétaire* en l'espèce. À l'audience, il a avancé un nouveau moyen pour l'écarter: le Royaume-Uni aurait « consenti » « au règlement du différend par la Cour » du seul fait de sa qualité de partie à l'accord de Genève et eu égard à la teneur des articles II et IV de cet accord.

\* \*

22. S'agissant tout d'abord des intérêts juridiques du Royaume-Uni qui seraient aujourd'hui encore en cause dans cette affaire, le Venezuela semble avoir essentiellement mis en exergue, dans son exception préliminaire, la *qualité de partie de cet État au traité de Washington de 1897* (le « compromis ») *ainsi qu'à la procédure arbitrale* engagée sur le fondement de ce traité, et qui a abouti au prononcé de la sentence du 3 octobre 1899. S'il est vrai que le Guyana s'est substitué au Royaume-Uni sur le territoire dont une certaine étendue est en litige, et qu'il est, à ce titre, devenu partie au différend né de la position du Venezuela quant à la validité du titre territorial constitué par la sentence, il n'en résulte pas pour autant que le Guyana se serait rétroactivement substitué au Royaume-Uni comme partie au compromis et à la procédure arbitrale. Même après avoir cédé tous ses droits territoriaux au Guyana, le Royaume-Uni a conservé sa qualité formelle de partie au traité (pour autant que celui-ci soit demeuré en vigueur) et de destinataire de la sentence. On peut donc concevoir que, d'un *point de vue strictement formel*, un intérêt juridique propre du Royaume-Uni puisse être affecté, voire même se trouver au centre d'une procédure qui tendrait à faire établir la nullité de ces instruments. Le rapprochement s'impose à cet égard avec les décisions prises en 1917 par la Cour de justice centraméricaine dans les fameuses affaires relatives au traité Bryan-Chamorro conclu, le 5 août 1914, par le Nicaragua avec les États-Unis d'Amérique. Dans l'affaire opposant El Salvador au Nicaragua, le premier priait la Cour centraméricaine d'astreindre le second à ne pas appliquer le traité. La Cour s'est notamment exprimée comme suit à cet égard :

of the United Kingdom would be “affected” by any decision of the Court on the merits of the dispute as the latter had defined it, but whether they would also constitute *the very subject-matter of that dispute*, in the sense that the Court could not rule on Guyana’s claims separately and independently without *necessarily* also ruling *directly* on the United Kingdom’s legal interests or, indeed, assessing the lawfulness of that State’s conduct, as a logical prerequisite to any findings on those claims. In other words, it was a matter of ascertaining whether the United Kingdom was, to use the now standard expression, an “indispensable third party” in this case, such that in its “absence” the Court could in no way *exercise* its jurisdiction (be it over the United Kingdom or over the Parties) to decide the dispute.

21. In its observations and submissions relating to the preliminary objection, Guyana argued that the United Kingdom did not have or no longer had any legal interests that would enable the *Monetary Gold* jurisprudence to be applied in this case. During the hearings, it advanced a new argument for disregarding it: the United Kingdom had purportedly “consented” “to having the dispute . . . settled by the Court”, merely by virtue of its status as a party to the Geneva Agreement and in the light of the content of Articles II and IV thereof.

\* \*

22. With regard, first, to the legal interests of the United Kingdom allegedly still at issue in this case, Venezuela appears in its preliminary objection to focus primarily on *that State’s status as a party to the 1897 Washington Treaty* (the “*compromis*”) and to the *arbitral proceedings* that were instituted on the basis of that Treaty and that led to the Award of 3 October 1899. It is true that Guyana was substituted for the United Kingdom in the territory that is partially in dispute and, in this capacity, became a party to the dispute arising from Venezuela’s contention regarding the validity of the territorial title constituted by the Award; however, this does not necessarily mean that Guyana was retroactively substituted for the United Kingdom as a party to the *compromis* and the arbitral proceedings. Even after the United Kingdom had transferred all its territorial rights to Guyana, it retained its formal status of party to the Treaty (for as long as that treaty remained in force) and a beneficiary of the Award. It is thus conceivable that, from a *strictly formal perspective*, a legal interest of the United Kingdom could be affected by, or even central to, proceedings aimed at establishing the invalidity of those instruments. In this regard, a parallel can be drawn with the 1917 decisions of the Central American Court of Justice in the well-known cases relating to the Bryan-Chamorro Treaty concluded between Nicaragua and the United States of America on 5 August 1914. In the case between El Salvador and Nicaragua, the former asked the Central American Court of Justice to enjoin the latter not to apply the Bryan-Chamorro Treaty. In this respect, the Court stated the following in particular:

«Prononcer d'une manière absolue la nullité du traité Bryan-Chamorro ou même faire droit à la simple demande d'une injonction *d'abstention* [de l'appliquer] reviendrait à décider des droits de l'autre partie signataire du traité, sans avoir entendu cette dernière et sans que celle-ci ait accepté la juridiction de la Cour.»<sup>24</sup>

23. Toutefois, dans les circonstances particulières de la présente espèce, la question se pose de savoir si un tel intérêt devrait être considéré comme suffisamment «actuel» et «réel» pour justifier que la Cour refuse d'examiner une demande aussi essentielle, pour le Guyana, que celle tendant à la préservation de l'intégrité de ce qu'il considère être son territoire. De surcroît, le Royaume-Uni a activement promu, à la veille de l'indépendance du Guyana, la conclusion de l'accord de Genève, comme cadre procédural général devant faciliter l'adoption d'une solution «satisfaisante» pour parvenir à un règlement «pratique» du différend, et il a laissé au Guyana *seul*, dès son accession à l'indépendance, la qualité de partie à ce différend, le nouvel État étant *seul* représenté au sein de la commission mixte et devant participer *seul* aux autres procédures envisagées à l'article IV de l'accord. Dans ces circonstances très spécifiques, le Royaume-Uni pourrait raisonnablement être réputé avoir renoncé à exciper de sa qualité *formelle* de partie historique au compromis et à la procédure arbitrale pour s'opposer au règlement, en son absence, de la question de la validité du titre du Guyana sur le territoire contesté, tout au moins *dans la mesure où, s'agissant de la sentence, la cause de nullité invoquée serait le fait exclusif des arbitres* (ce qui serait sans aucun doute le cas, par exemple, du défaut de motivation de la sentence ou de l'excès de pouvoir *stricto sensu* ayant mené les arbitres, au-delà des termes du compromis, à décider du régime de la navigation sur les fleuves Amacuro et Barima, ou des droits de phare et de douane pouvant être levés en relation avec l'utilisation de ces fleuves). Par ailleurs, la «densité» de l'intérêt juridique du Royaume-Uni dérivé de cette seule qualité formelle de partie historique apparaît aujourd'hui à ce point ténue

<sup>24</sup> *Sentencia de 9 de marzo de 1917, Anales de la Corte de Justicia centroamericana*, Tomo VI, 1916-1917, p. 124-125 et 168 (italiques dans l'original), et référence à *Costa Rica c Nicaragua, Sentencia de 3 de septiembre de 1916, ibid.*, Tomo V, 1915-1916, p. 175. La traduction française est celle établie par le Greffe de la CIJ aux fins de l'opinion individuelle jointe par le juge Shahabuddeen à l'arrêt de la Cour en l'affaire du *Timor oriental (C.I.J. Recueil 1995, p. 124-125)*. Le savant juge y a expliqué que la demande d'injonction d'abstention présentée par El Salvador dans l'affaire en cause avait été jugée par la Cour centraméricaine comme revenant à la prier de déclarer le traité nul et non avenu, «ce que naturellement elle ne pouvait pas faire en l'absence de l'autre partie au traité» (*ibid.*, p. 125). Cf. *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990, p. 122, par. 73* :

«En ce qui concerne le condominium, le fond du litige entre les Parties *n'est pas la validité intrinsèque de l'arrêt de 1917* de la Cour de justice centraméricaine dans les relations entre les parties à l'affaire portée devant elle, mais l'opposabilité au Honduras, qui n'y était pas partie, de cet arrêt lui-même ou du régime qui y est déclaré applicable. Le Honduras, tout en niant que l'arrêt de 1917 lui soit opposable, *ne demande pas à la Chambre d'en prononcer la nullité.*» (Les italiques sont de moi.)

“To declare absolutely the nullity of the Bryan-Chamorro Treaty, or to grant the lesser prayer for the injunction of *abstention* [from applying that treaty], would be equivalent to adjudging and deciding respecting the rights of the other party signatory to the treaty, without having heard that other party and without its having submitted to the jurisdiction of the Court.”<sup>24</sup>

23. However, in the particular circumstances of the present case, the question arises as to whether such an interest should be considered sufficiently “current” and “real” to justify the Court declining to examine such an essential claim for Guyana as one aimed at preserving the integrity of what it considers to be its territory. Moreover, in the period leading up to Guyana’s independence, the United Kingdom actively promoted the conclusion of the Geneva Agreement as a general procedural framework intended to facilitate the adoption of a “satisfactory” solution for the “practical” settlement of the dispute, and left to Guyana *alone*, once the latter had achieved independence, the status of party to the dispute, with that new State *alone* being represented within the Mixed Commission and having to participate *alone* in the other proceedings envisaged under Article IV of the Agreement. In these very specific circumstances, the United Kingdom could reasonably be considered to have waived any right to rely on its *formal* status as a historical party to the *compromis* and the arbitration proceedings for the purpose of objecting to the settlement, in its absence, of the question of the validity of Guyana’s title to the disputed territory, at least *in so far as the grounds of nullity invoked in respect of the Award are alleged to be exclusively attributable to the arbitrators* (which would no doubt be the case as regards, for example, a lack of reasoning in the Award, or an excess of authority *stricto sensu*, which might have led the arbitrators to exceed the terms of the *compromis* and decide on the régime of navigation on the Amacuro and Barima Rivers and on the lighthouse dues and customs duties that could be levied in respect of the use of those rivers). Furthermore, the “density” of the United Kingdom’s legal interest resulting solely from that status as a

<sup>24</sup> *Sentencia de 9 de marzo de 1917, Anales de la Corte de Justicia centroamericana*, Vol. VI, 1916-1917, pp. 124-125 and 168 (emphasis in the original) and reference to *Costa Rica c. Nicaragua, Sentencia de 3 de septiembre de 1916, ibid.*, Vol. V, 1915-1916, p. 175. The English translation is that of the Registry of the ICJ in Judge Shahabuddeen’s separate opinion appended to the Court’s Judgment in the *East Timor* case (*I.C.J. Reports 1995*, pp. 124-125). The learned judge explained therein that the injunction of abstention requested by El Salvador in the case in question had been considered by the Central American Court of Justice to be equivalent to asking it to declare the treaty null and void, “which of course it could not do in the absence of the other party to the Treaty” (*ibid.*, p. 125). Cf. *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras), Application for Permission to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1990*, p. 122, para. 73:

“So far as the condominium is concerned, the essential question in issue between the Parties is *not the intrinsic validity of the 1917 Judgement* of the Central American Court of Justice as between the parties to the proceedings in that Court, but the opposability to Honduras, which was not such a party, either of that Judgement itself or of the régime declared by the Judgement. Honduras, while rejecting the opposability to itself of the 1917 Judgement, *does not ask the Chamber to declare it invalid.*” (Emphasis added.)

que la Cour devrait pouvoir trancher en son absence la question, *ainsi délimitée*, de la validité dudit titre territorial, sans faire violence au principe de l'Or monétaire.

\*

24. La situation paraît en revanche se présenter de façon nettement différente dès lors que les *causes de nullité* de la sentence invoquées auraient *directement trait au comportement propre du Royaume-Uni comme tel*. À ce stade de la procédure, le Venezuela n'a pas encore déposé de conclusions au fond et l'on ne dispose pas d'une liste exhaustive des vices qu'il entend alléguer pour fonder la nullité de la sentence. Mais, alors que la conduite du Royaume-Uni avait été évoquée dans son exception préliminaire, sans beaucoup plus de détails<sup>25</sup>, le Venezuela a mis l'accent, à l'audience, sur des *causes de nullité* touchant plus précisément et directement à la conduite individuelle du Royaume-Uni.

25. Ces allégations, d'une gravité certaine, *concernent tout d'abord la validité du traité de Washington, et ne mettent en cause celle de la sentence que de façon médiate*: la validité du traité aurait été affectée par des manœuvres frauduleuses et des mesures de contrainte exercées dans le but, notamment, d'imposer au Venezuela une composition prédéterminée du tribunal arbitral, répondant aux souhaits du Royaume-Uni, et d'écarter l'application de la règle de *l'uti possidetis juris* de 1811, ainsi que de l'accord de *statu quo* de 1850, au profit de la prescription acquisitive, favorable aux Britanniques compte tenu de leur comportement sur le terrain au cours du dernier demi-siècle écoulé.

26. *D'autres allégations*, tout aussi graves, *portent directement sur la validité de la sentence arbitrale au vu des conditions dans lesquelles elle aurait été élaborée*: le Venezuela a, à cet égard, fait état de collusion entre le Royaume-Uni et des puissances partageant avec lui certains intérêts géostratégiques à l'époque, de collusion entre le Royaume-Uni et les arbitres de sa nationalité, de pressions indûment exercées sur les arbitres par le Gouvernement britannique et le président du tribunal, de production, par le Royaume-Uni, de cartes falsifiées qui auraient eu un grand poids dans la décision prise, etc. De tels actes, s'ils étaient établis, constitueraient *non seulement des vices rédhibitoires mais aussi des actes illicites*, y compris à l'aune du droit international en vigueur au moment des faits allégués.

27. La Commission du droit international a récemment confirmé qu'il n'existe pas, en droit international coutumier, de « succession en matière de responsabilité d'État » et que la règle générale est à cet égard celle de la « non-succession ». Le paragraphe 1 du projet de directive 9 de la Commission sur la question de la « Succession d'États en matière de responsabilité d'État », particulièrement pertinent aux fins de notre affaire, précise ce qui suit :

<sup>25</sup> Voir le paragraphe 51 de ladite exception.

historical party now appears so tenuous that the Court should be able to settle, in its absence, the question *thus delimited* of the validity of the said territorial title, without violating the Monetary Gold principle.

\*

24. The situation appears very different, however, when the *grounds of nullity* invoked in respect of the Award are alleged *directly to concern the United Kingdom's own conduct as such*. At this stage of the proceedings, Venezuela has yet to present any submissions on the merits, and we do not have an exhaustive list of the defects it intends to cite as grounds for the invalidity of the Award. However, although the United Kingdom's conduct was mentioned in very little detail in the preliminary objection<sup>25</sup>, at the hearings Venezuela drew attention to *grounds of nullity* relating more precisely and directly to the individual conduct of the United Kingdom.

25. These quite serious allegations *primarily concern the validity of the Washington Treaty, and call that of the Award into question only indirectly*: it is alleged that the Treaty's validity was affected by fraudulent tactics and coercion aimed, in particular, at imposing on Venezuela a predetermined arbitral tribunal composition that accommodated the wishes of the United Kingdom, and at precluding the application of the 1811 *uti possidetis juris* rule and the 1850 agreement to maintain the *status quo*, in favour of acquisitive prescription, which was advantageous to the British on account of their conduct on the ground over the preceding half-century.

26. *Other* — equally serious — *allegations directly relate to the validity of the Arbitral Award, in light of the conditions in which it was allegedly drawn up*: in this regard, Venezuela has referred to collusion between the United Kingdom and the Powers with which it shared certain geostrategic interests at the time, collusion between the United Kingdom and the arbitrators of its nationality, undue pressure placed on the arbitrators by the British Government and the President of the tribunal, the United Kingdom's production of adulterated maps alleged to have strongly influenced the decision reached, etc. If established, such acts would constitute *not only fatal defects but also unlawful acts*, including by reference to the international law in force at the time of the alleged events.

27. The International Law Commission recently confirmed that there is no "succession in respect of State responsibility" in customary international law, and that the general rule in this regard is "non-succession". Paragraph 1 of the ILC's draft guideline 9 on the "succession of States in respect of State responsibility", which is particularly relevant to the case at hand, states the following:

---

<sup>25</sup> See paragraph 51 of the said objection.



«[U]n État lésé reste en droit d'invoquer la responsabilité de l'État prédécesseur, même après la date de la succession :

- .....
- c) Dans le cas où un État successeur est un État nouvellement indépendant dont le territoire était, immédiatement avant la date de la succession d'États, un territoire dépendant des relations internationales duquel l'État prédécesseur était responsable. »<sup>26</sup>

Ce projet de texte codifie le droit existant en la matière. Les actes susvisés, dont le Royaume-Uni se serait rendu coupable d'abord durant la négociation du traité de 1897, puis tout au long de la préparation de la sentence de 1899, ne pourraient donc d'aucune manière être imputés au Guyana du seul fait pour lui d'avoir succédé au Royaume-Uni sur le territoire contesté. Dans ces conditions, *des intérêts juridiques propres du Royaume-Uni*, distincts de ceux du Guyana, se trouveraient bien au cœur du différend à trancher par la Cour.

28. De plus, il est patent que, dans l'hypothèse envisagée, comme dans les affaires de l'*Or monétaire* et du *Timor oriental*, la Cour ne saurait se prononcer sur l'objet de la demande, à savoir la validité de la sentence arbitrale, sans devoir *d'abord* se prononcer sur certains aspects de la conduite du Royaume-Uni, qui seraient, selon le cas, soit totalement indépendants de celle des arbitres (s'agissant des actes illicites du Royaume-Uni qui auraient été commis pendant la négociation du traité de 1897), soit, au contraire, inextricablement liés à la conduite desdits arbitres, et inséparables d'elle, dès lors que ces aspects de la conduite du Royaume-Uni constitueraient la précondition de celle des arbitres (s'agissant des actes illicites du Royaume-Uni qui auraient été commis pendant la préparation de la sentence). Exercer sa compétence en l'espèce pour statuer sur les demandes du Guyana impliquerait ainsi *inévitablement*, de la part de la Cour, une évaluation *préalable* de la licéité de la conduite du Royaume-Uni vis-à-vis du Venezuela, et la Cour se verrait en définitive amenée à trancher au fond un différend, autre que celui porté par le Guyana devant la Cour, opposant, cette fois, le Venezuela et le Royaume-Uni, en l'absence de ce dernier<sup>27</sup>.

\* \*

29. Aux fins d'échapper aux conséquences de l'application de la jurisprudence de l'*Or monétaire*, le demandeur, à l'audience, a prétendu en outre que

<sup>26</sup> Nations Unies, rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-treizième session, 2022, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-septième session, Supplément n° 10*, doc. A/77/10, p. 309.

<sup>27</sup> Cf. *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique)*, question préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1954, p. 32 :

« À la solution de ces questions, lesquelles concernent le caractère licite ou illicite de certains actes de l'Albanie vis-à-vis de l'Italie, deux États seulement, l'Italie et l'Albanie, sont directement intéressés. Examiner au fond de telles questions serait trancher un différend entre l'Italie et l'Albanie. »

“[A]n injured State continues to be entitled to invoke the responsibility of the predecessor State even after the date of succession:

- .....
- (c) when a successor State is a newly independent State the territory of which immediately before the date of the succession of States was a dependent territory for the international relations of which the predecessor State was responsible.”<sup>26</sup>

This draft text codifies the existing law on the subject. The above-mentioned acts, which the United Kingdom allegedly committed first during the negotiation of the 1897 Treaty and subsequently throughout the elaboration of the 1899 Award, could therefore in no way be attributed to Guyana simply because it succeeded the United Kingdom in the disputed territory. Under these circumstances, *individual legal interests of the United Kingdom*, separate from those of Guyana, would in fact be at the centre of the dispute to be settled by the Court.

28. Moreover, it is clear that, in the scenario envisaged, as in the *Monetary Gold* and *East Timor* cases, the Court could not rule on the subject-matter of the claim, i.e. the validity of the Arbitral Award, without *first* ruling on certain aspects of the United Kingdom’s conduct which are said, in some instances, to be completely separate from the conduct of the arbitrators (as in the case of the unlawful acts allegedly committed by the United Kingdom during the negotiation of the 1897 Treaty) and, on the contrary, in other instances, to be inextricably linked to and inseparable from that conduct, since they constituted the precondition for it (as in the case of the unlawful acts allegedly committed by the United Kingdom during the elaboration of the Award). In exercising its jurisdiction in this case for the purpose of ruling on Guyana’s claims, the Court would thus *inevitably* need to make a *prior* assessment of the lawfulness of the United Kingdom’s conduct vis-à-vis Venezuela and would, in effect, have to decide on the merits of a dispute other than the one brought before it by Guyana, this time a dispute between Venezuela and the United Kingdom, in the latter’s absence<sup>27</sup>.

\* \*

29. To evade the consequences of the application of the *Monetary Gold* jurisprudence, the Applicant further claimed at the hearings that the present

<sup>26</sup> United Nations, Report of the International Law Commission on the Work of Its Seventy-Third Session, 2022, *Official Records of the General Assembly, Seventy-Seventh Session, Supplement No. 10*, UN doc. A/77/10, p. 292.

<sup>27</sup> Cf. *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and United States of America)*, Preliminary Question, Judgment, *I.C.J. Reports 1954*, p. 32:

“In the determination of these questions — questions which relate to the lawful or unlawful character of certain actions of Albania vis-à-vis Italy — only two States, Italy and Albania, are directly interested. To go into the merits of such questions would be to decide a dispute between Italy and Albania.”

la présente affaire se distinguerait de celle-là<sup>28</sup> en ce que le Royaume-Uni, en devenant partie à l'accord de Genève de 1966, aurait à la fois *consenti* à la *compétence* de la Cour pour régler le différend entre le Guyana et le Venezuela et à *l'exercice* de cette compétence, acceptant ainsi immanquablement que la Cour se penche sur son propre comportement dans la mesure nécessaire au règlement dudit différend. Cet argument, ébauché assez tard dans la procédure, n'a pas fait l'objet de développements plus approfondis devant la Cour.

30. Au-delà des apparences, l'argument en question me paraît assez problématique à des titres divers. Non seulement, en effet, ledit argument ne résiste pas, à mon sens, à un examen plus attentif, mais l'endosser me semblerait dangereux étant donné le risque qui en découlerait, premièrement, de porter atteinte à la sécurité juridique que seul peut garantir un strict respect du consensualisme, et, deuxièmement, s'il était poussé dans sa logique, de compliquer singulièrement la procédure en l'affaire, et partant le règlement du différend. On ne saurait, comme je le montrerai ci-après, sous-évaluer ces problèmes.

31. Prétendre qu'un tiers à une instance aurait consenti à ce que la Cour juge sa conduite dans le cours de celle-ci, avec toutes les conséquences que cela comporte, revient tout d'abord inévitablement à prétendre que ledit tiers aurait *accepté la juridiction* de la Cour pour ce faire : il n'y a pas d'alternative à une telle conclusion, immédiate dans le système mis au point par les rédacteurs du Statut de la Cour, et qui d'ailleurs a été reconnue par le Guyana<sup>29</sup>. Or l'établissement d'un tel consentement obéit, selon une jurisprudence constante, à des conditions très exigeantes, dont on a grand-peine à trouver trace de la satisfaction en l'espèce.

32. Bien plus, la Cour ne saurait, au regard du même système, exercer une telle juridiction à l'endroit de l'État intéressé (comme des parties) que si cet État était également, lui-même, *partie à l'instance* concernée : les principes de la réciprocité et de l'égalité entre les États<sup>30</sup>, et celui du contradictoire<sup>31</sup>, excluent toute autre possibilité, qui mettrait indubitablement et sérieusement en cause l'intégrité tant des droits dudit État que de ceux des parties.

33. S'il appartient bien aux États de consentir à la *compétence* de la Cour, ou, ce qui revient au même, à *l'exercice à leur endroit* (au sens de son extension à leur égard) d'une compétence par ailleurs établie entre d'autres États, *leur consentement à l'exercice tout court* (y inclus à l'égard desdits États) *de cette compétence est clairement insuffisant* pour permettre celui-ci car,

<sup>28</sup> Dans son arrêt du 15 juin 1954 en l'affaire de l'*Or monétaire*, la Cour a en effet relevé qu'«il n'a[vait] été soutenu par aucune des Parties que l'Albanie [eût] donné son consentement ..., ni expressément, ni implicitement» à la solution par la Cour du différend l'opposant à l'Italie, *C.I.J. Recueil 1954*, p. 32.

<sup>29</sup> Voir par exemple CR 2022/24, p. 14, par. 5, et p. 20 et suiv.

<sup>30</sup> Voir *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), requête à fin d'intervention*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1984*, p. 22, par. 35.

<sup>31</sup> L'«opportunité égale de discuter ... leurs thèses respectives», selon l'expression de la Cour permanente, n'appartient qu'aux «parties» (*Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder, ordonnance du 15 août 1929, C.P.J.I. série A n° 23*, p. 45).

case is different from the *Monetary Gold* case<sup>28</sup> because, in becoming a party to the 1966 Geneva Agreement, the United Kingdom *consented* both to the Court's *jurisdiction* to settle the dispute between Guyana and Venezuela and to *the exercise* of that jurisdiction, thereby inevitably agreeing to the examination of its own conduct by the Court to the extent necessary for the settlement of that dispute. This argument, which was outlined rather late in the proceedings, was not expanded upon before the Court.

30. Beneath its surface, I find the argument in question to be rather problematic in various respects. Indeed, not only does it fail to stand up to scrutiny in my view, but endorsing it would be dangerous given that it risks both undermining the legal certainty that only strict respect for consensualism can guarantee, and — if the argument is taken to its logical conclusion — significantly complicating the proceedings in the case and thus the settlement of the dispute. As I shall demonstrate below, these issues must not be underestimated.

31. First of all, to claim that a third party to proceedings has consented to the Court ruling on its conduct in those proceedings, with all the consequences this would entail, is inevitably tantamount to contending that it has *accepted the Court's jurisdiction* to do so: there is no escaping this conclusion, which is immediate under the system developed by the drafters of the Court's Statute and which has, moreover, been acknowledged by Guyana<sup>29</sup>. Yet, consistent jurisprudence shows that the establishment of such consent is subject to very strict conditions, which scarcely appear to have been met in this case.

32. Moreover, under the same system, the Court can only exercise such jurisdiction over the State concerned (and the parties) if that State is itself also *a party to the proceedings* in question: the principles of reciprocity and the equality of States<sup>30</sup>, and the adversarial principle<sup>31</sup>, preclude any other possibility, which would no doubt seriously jeopardize the integrity of both the rights of that State and those of the parties.

33. While it is in fact for States to consent to the *jurisdiction* of the Court or, what amounts to the same thing, to jurisdiction otherwise established between other States *being exercised in their regard* (in the sense of being extended to them), *their consent to the exercise in general of that jurisdiction* (including in respect of those other States) *is clearly insufficient* for that

---

<sup>28</sup> In its Judgment of 15 June 1954 in the *Monetary Gold* case, the Court indeed noted that "it [had] not [been] contended by any Party that Albania ha[d] given her consent . . . either expressly or by implication", to the settlement by the Court of that State's dispute with Italy, *I.C.J. Reports 1954*, p. 32.

<sup>29</sup> See e.g. CR 2022/24, p. 14, para. 5, and pp. 20 *et seq.*

<sup>30</sup> See *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, *Application for Permission to Intervene*, Judgment, *I.C.J. Reports 1984*, p. 22, para. 35.

<sup>31</sup> The "equal opportunity . . . to discuss their respective contentions", in the words of the Permanent Court, applies only to the "parties" (*Territorial Jurisdiction of the International Commission of the River Oder*, Order of 15 August 1929, *P.C.I.J., Series A, No. 23*, p. 45).

comme tel, cet exercice dépend de normes statutaires indérogeables, ayant trait à la bonne administration de la justice, qui échappent à toute forme d'emprise étatique, ainsi que des conclusions que la Cour doit en tirer dans chaque cas d'espèce en vue de protéger sa fonction judiciaire.

34. De tous ces points de vue, l'argument tiré d'un prétendu « consentement » du Royaume-Uni me paraît conduire à une impasse. Je m'en expliquerai brièvement dans les lignes qui suivent.

\*

35. Je commencerai par examiner la première difficulté que soulève à mes yeux cette argumentation : celle de l'établissement d'un « consentement » du Royaume-Uni.

36. En dépit de tout le soutien apporté par cet État à la conclusion de l'accord de Genève, il appert pour le moins excessif de prétendre que, en y devenant partie, ledit État aurait, sans la moindre équivoque et de manière inconditionnelle, consenti à ce que la Cour, qui n'est pas même mentionnée dans cet accord, se prononce un jour, en son absence, et sans autre accord de sa part, sur la commission des actes illicites graves qui lui sont aujourd'hui directement et individuellement imputés dans cette affaire, et donc, inévitablement, sur sa responsabilité à ce titre. La distance logique entre, d'une part, le fait de consentir, dans *l'intérêt d'un tiers*, à la mise sur pied immédiate d'une architecture procédurale, qui s'est voulue *définie en termes ouverts, et donc nécessairement fort généraux, pour régler un différend territorial concernant désormais ce tiers*, et, d'autre part, le fait de consentir à ce que la Cour statue concrètement, plus d'un demi-siècle plus tard, sur *des actes illicites propres non antérieurement identifiés avec précision et n'ayant fait l'objet d'aucune formulation juridique définitive*<sup>32</sup>, est à mon avis objectivement beaucoup trop considérable pour pouvoir être comblée par le recours à de simples suppositions ou spéculations d'acquiescement, ou autre forme d'accord tacite.

37. La seule lecture raisonnable de l'accord de Genève à cet égard me paraît être que le Royaume-Uni, en tant qu'ancienne puissance coloniale, avait entendu faciliter le règlement du différend concernant le territoire qu'il avait légué au Guyana nouvellement indépendant, en collaborant à la mise sur pied d'un mécanisme général d'encadrement à cet effet, avec la ferme intention, comme la Cour l'a longuement exposé, de n'être d'aucune manière impliqué dans les développements ultérieurs de ce règlement, et, j'ajouterai, *moins encore* de devoir répondre de sa propre conduite antérieure dans ce cadre. Imputer au Royaume-Uni l'intention non équivoque, au moment de souscrire à l'accord, de se soumettre *ipso facto*, dans ce qui ne pouvait être

<sup>32</sup> La Cour, dans son arrêt, ne se réfère d'ailleurs à cet égard qu'à de vagues reproches formulés par le Venezuela à l'encontre de la sentence dans des enceintes politiques telles que la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. *Les documents cités ne font état d'aucun grief précis mettant en cause la conduite propre du Royaume-Uni.*

jurisdiction to be exercised, because the exercise of jurisdiction as such depends on non-derogable statutory norms relating to the sound administration of justice, which are not subject to any kind of State control, and on the conclusions that must be drawn therefrom by the Court in each particular case, with a view to protecting its judicial function.

34. In all the foregoing respects, the argument based on the United Kingdom's alleged "consent" appears to lead to an impasse. I shall briefly explain my thinking below.

\*

35. I shall begin by examining what is in my view the first difficulty raised by this argument: the *establishment* of the United Kingdom's "consent".

36. Despite all its support for the conclusion of the Geneva Agreement, it seems an exaggeration, to say the least, to claim that, by becoming a party thereto, the United Kingdom unequivocally and unconditionally consented to the Court, which is not even mentioned in that instrument, one day ruling, in its absence and with no further agreement on its part, on the commission of the serious unlawful acts that are now being directly and individually attributed to it in this case, and thus, inevitably, on its responsibility in this regard. In my opinion, the gap in logic between, on the one hand, consenting in *the interest of a third party* to the immediate implementation of a procedural framework, which was intentionally *defined in broad and thus necessarily very general terms, for the purpose of settling a territorial dispute that now involves that third party*, and, on the other hand, consenting to the Court making a concrete ruling, more than a half-century later, on *one's own unlawful acts that have not previously been identified in detail or definitively formulated in legal terms*<sup>32</sup>, is objectively much too large to be bridged by mere assumptions or speculations of acquiescence or some other form of tacit agreement.

37. To my mind, the only reasonable reading of the Geneva Agreement in this regard is that the United Kingdom, as a former colonial Power, sought to facilitate the settlement of the dispute relating to the territory that it had transferred to the newly independent Guyana by co-operating in the establishment of a general scheme to that end, and had absolutely no intention, as the Court discussed at length, of being involved in the subsequent stages of that settlement, *let alone*, I would add, of having to answer for its own prior conduct in that context. In my view, to argue that, when it signed the Agreement, the United Kingdom unequivocally intended to submit *ipso facto* to what at the time could only have been — both legally and temporally

---

<sup>32</sup> In its Judgment, the Court moreover refers in this regard only to vague criticism that Venezuela levelled *against the Award* in such political forums as the Fourth Committee of the General Assembly. *The documents cited do not mention any specific complaints calling into question the conduct of the United Kingdom.*

à l'époque qu'une perspective — tant juridiquement que temporellement — plus qu'extrêmement lointaine, au jugement de la Cour, à raison de *n'importe quel acte* propre du passé ayant un rapport quelconque avec ce différend, me semble constituer une sollicitation exagérée du texte et du contexte de cet accord, et être contraire à l'intention qui a trouvé son expression dans celui-ci.

38. Par ailleurs, il échet de ne pas perdre de vue un autre élément, qui, dans les circonstances de l'espèce, est, à mes yeux, d'une importance capitale. Dès le moment où, par référence à l'accord de 1966, le moyen de règlement choisi est la Cour, les principes inscrits dans le Statut s'imposent à tous égards : non seulement ils régissent intégralement la mise en œuvre de ce moyen, mais les engagements pris au titre de l'accord doivent être conformes à ces principes et être interprétés à la lumière de ceux-ci. C'est en vain que l'on chercherait à faire prévaloir l'objet et le but de l'accord, pris isolément, sur le Statut de la Cour, qui fait partie intégrante de la Charte des Nations Unies. Ces contraintes inhérentes au choix de la Cour comme moyen de règlement, qui constituent autant de garanties pour tous ceux qui y ont recours, étaient bien connues lors de la conclusion de l'accord comme du choix opéré, et on ne peut supposer que le Royaume-Uni, ni aucun autre intéressé, ait entendu les ignorer.

39. Cela étant, il serait à l'évidence insuffisant d'alléguer, dès lors qu'il s'agit d'établir la réalité du consentement d'un État à l'exercice, par la Cour, de sa juridiction à son égard, que celui-ci « pouvait s'attendre » à ce que la mise en œuvre d'un mécanisme général de règlement agréé dans l'intérêt d'un tiers, ne visant expressément ni la Cour ni les droits propres de cet État, aboutisse un jour à la mise en cause de sa responsabilité individuelle devant cette même Cour. On ne saurait, me semble-t-il, raisonnablement inférer d'une vague supputation de cette nature un consentement avéré de l'État concerné à la juridiction de la Cour pour statuer sur ses droits et obligations, de surcroît dans une procédure à laquelle il ne participerait pas, avec pour conséquence qu'il serait privé du droit le plus élémentaire de faire valoir ses moyens en défense. La renonciation à des droits, *a fortiori* lorsqu'ils dérivent directement du Statut, tels ceux de ne pas être soumis à la juridiction de la Cour sans son consentement et de bénéficier d'un procès équitable, ne peut, pour autant qu'elle soit possible, être aussi légèrement présumée. C'est clairement en vain que l'on se prévaut, à l'effet de démontrer semblable consentement, de certaines déclarations générales de nature exclusivement politique faites *a posteriori* en faveur de la procédure en cours et souscrites par le Royaume-Uni, telle celle, en date du 25 juin 2022, des chefs de gouvernement du Commonwealth, dont le Guyana est également membre : il va sans dire que pareilles prises de position ne sauraient à aucun titre et à aucun égard fonder la compétence de la Cour vis-à-vis du Royaume-Uni en l'espèce, ni confirmer un titre de compétence non autrement établi.

40. Si un État souverain ne peut être réputé avoir donné à la Cour, en des termes aussi vagues, un tel chèque en blanc pour statuer, sans limites de temps, sur sa conduite, non par ailleurs plus précisément définie, c'est moins encore, me paraît-il, le cas du Royaume-Uni, qui, lorsqu'il a reconnu

speaking — the extremely distant prospect of a ruling by the Court, on *any* past *act* howsoever related to the dispute in question, is to misconstrue the text and context of that Agreement, and is contrary to the intention expressed therein.

38. Moreover, one must not lose sight of another element, which, in the circumstances of the case, I consider to be critical. From the moment that the Court is chosen as the means of settlement by reference to the 1966 Agreement, the principles enshrined in its Statute apply in all respects: not only do they fully govern the implementation of this means of settlement, but the undertakings made in the Agreement must be consistent with these principles and must be interpreted in the light thereof. It would be futile to seek to have the object and purpose of the Agreement, taken in isolation, prevail over the Statute of the Court, which forms an integral part of the United Nations Charter. The inherent constraints in choosing the Court as the means of settlement, which also serve as guarantees for those who have recourse to it, were well known both when the Agreement was concluded and when the Court was chosen, and it cannot be presumed that the United Kingdom or any other party involved intended to disregard them.

39. That being so, when it comes to establishing whether a State has consented to the Court exercising jurisdiction over it, it would clearly be insufficient to claim that the State in question “could expect” the implementation of a general dispute settlement scheme agreed to in the interest of a third party, which does not expressly mention either the Court or that State’s individual rights, to one day lead to that State’s individual responsibility being called into question before the Court. It seems to me that it cannot reasonably be inferred from this kind of vague supposition that the State concerned has clearly consented to the Court’s jurisdiction to rule on its rights and obligations in proceedings in which it would not participate, moreover, with the result that it would be deprived of the most basic right to defend its case. To the extent that it is even possible, the waiving of rights, especially those deriving directly from the Statute, such as the right not to be subject to the Court’s jurisdiction without one’s consent and the right to a fair hearing, cannot be so lightly presumed. It would clearly be futile to try to demonstrate such consent by relying on certain general, exclusively political statements made *a posteriori* in favour of the ongoing proceedings and supported by the United Kingdom, such as the communiqué issued on 25 June 2022 by the Heads of Government of the Commonwealth, of which Guyana is also a member: it goes without saying that statements of this kind can under no circumstances found the Court’s jurisdiction over the United Kingdom in this case, nor can they confirm a title of jurisdiction not otherwise established.

40. While a sovereign State cannot be said to have, in such vague terms, given the Court a blank cheque to rule indefinitely on its conduct, the details of which are moreover no more clearly defined, it seems to me that this is especially true in the case of the United Kingdom, which, when recognizing



la juridiction obligatoire de la Cour, l'a toujours fait de la manière la plus prudente, en formulant minutieusement, sans la moindre ambiguïté, les limitations apportées à une telle reconnaissance<sup>33</sup>. Une chose était pour cet État d'accepter et de promouvoir, en souscrivant aux termes très ouverts de l'article IV de l'accord de Genève, le principe général du règlement par le Guyana et le Venezuela, sans « intervention de sa part », du différend territorial qui opposait désormais exclusivement ces deux États, et tout autre chose d'accepter, de manière ferme et définitive, la compétence de la Cour pour statuer, dans le cas à la fois beaucoup plus spécifique et plus hypothétique où elle serait un jour saisie, sur sa responsabilité individuelle du fait d'actes illicites liés d'une façon ou d'une autre à ce différend, quels qu'ils fussent.

41. La Cour s'est invariablement montrée beaucoup plus exigeante, par le passé, avant de conclure à sa compétence pour se prononcer sur la licéité du comportement d'un État souverain, comme en témoigne sa jurisprudence constante, notamment en matière de *forum prorogatum*<sup>34</sup>.

\*

42. La seconde difficulté à laquelle se heurte l'argument du « consentement » du Royaume-Uni est selon moi la suivante.

43. Dans son arrêt, comme je l'ai déjà relevé, la Cour s'attache très longuement à démontrer que le Royaume-Uni avait renoncé à être partie à l'un quelconque des mécanismes de règlement envisagés à l'article IV de l'accord de Genève, qui ne le cite pas. La seule conclusion que l'on puisse en tirer est que cet État est donc bien, en l'espèce, un « tiers » par rapport à la procédure en cours. Or, dans le système consensuel mis au point par le Statut de la Cour, il est tout simplement inconcevable que celle-ci accepte de se prononcer directement, dans le cadre d'une instance pendante devant elle, sur le comportement et la responsabilité d'un État tiers à cette instance. Pour que la Cour puisse connaître d'un tel comportement, il est impératif non seulement que cet État lui ait, sans l'ombre d'un doute, conféré juridiction pour ce faire, mais aussi — ce qui est inséparable dans le système du Statut — qu'il

<sup>33</sup> Voir par exemple la déclaration déposée par le Royaume-Uni auprès du Secrétaire général des Nations Unies le 22 février 2017 au titre de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour.

<sup>34</sup> Voir par exemple *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2008, p. 204, par. 62 : le consentement à la compétence de la Cour doit procéder d'une manifestation de volonté « non équivoque » et doit lui-même être « volontaire » et « indiscutable ». Cette jurisprudence est aussi ancienne que constante (voir par exemple *Droits des minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires)*, arrêt n° 12, 1928, C.P.J.I. série A n° 15, p. 24 ; *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, exception préliminaire, arrêt, 1948, C.I.J. Recueil 1947-1948, p. 27 ; cf. *Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)*, exception préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1952, p. 39). On ne trouve nulle part, dans l'accord de Genève de 1966, l'expression, par le Royaume-Uni, d'un consentement de cette nature, autorisant la Cour, sans l'ombre d'un doute, à statuer directement, plus d'un siècle après, sur son comportement individuel en 1897-1899, quels que fussent les griefs, non encore précisément identifiés, formulés à son endroit.

the compulsory jurisdiction of the Court, has always proceeded with the utmost caution, setting out the limitations of such recognition clearly and meticulously<sup>33</sup>. It would be one thing for the United Kingdom, in approving the very broad terms of Article IV of the Geneva Agreement, to accept and promote the general principle that the territorial dispute that now existed exclusively between Guyana and Venezuela should be settled by those two States without its “involvement”, but quite another for it to accept firmly and definitively the Court’s jurisdiction to rule on its own responsibility for unlawful acts somehow linked to this dispute, whatever those acts might be, in the both much more specific and more hypothetical scenario that the Court should one day be seised.

41. The Court has, in the past, invariably shown itself to be far more demanding before finding that it has jurisdiction to rule on the lawfulness of the conduct of a sovereign State, as evidenced by its consistent jurisprudence, in particular as regards *forum prorogatum*<sup>34</sup>.

\*

42. The second difficulty faced by the argument of the United Kingdom’s “consent” is, in my view, the following.

43. As already noted, the Court endeavours at length in its Judgment to show that the United Kingdom waived the right to be a party to any of the settlement procedures envisioned in Article IV of the Geneva Agreement, which makes no mention of it. The only conclusion that can be drawn from this is that, in this case, the United Kingdom is thus in fact a “*third party*” as regards the ongoing proceedings. Yet, under the consensual system established by the Statute of the Court, it is quite simply inconceivable for the Court to agree to rule directly, in ongoing proceedings, on the conduct and responsibility of a State that is a third party to those proceedings. For the Court to be able to examine such conduct, not only must that State have clearly conferred jurisdiction on it to do so, but it must also — an inseparable requirement under the system of the Statute — become a *party* to the

---

<sup>33</sup> See e.g. the declaration deposited by the United Kingdom with the United Nations Secretary-General on 22 February 2017, in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court.

<sup>34</sup> See e.g. *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*, Judgment, I.C.J. Reports 2008, p. 204, para. 62: consent to the Court’s jurisdiction must derive from an “unequivocal” indication of desire and must itself be “voluntary” and “indisputable”. This jurisprudence is as long standing as it is consistent (see e.g. *Rights of Minorities in Upper Silesia (Minority Schools)*, Judgment No. 12, 1928, P.C.I.J., Series A, No. 15, p. 24; *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, Preliminary Objection, Judgment, 1948, I.C.J. Reports 1947-1948, p. 27; cf. *Ambatielos (Greece v. United Kingdom)*, Preliminary Objection, Judgment, I.C.J. Reports 1952, p. 39). Nowhere in the 1966 Geneva Agreement do we find the expression of such consent on the part of the United Kingdom unambiguously permitting the Court to rule directly, over a century after the facts, on its individual conduct between 1897 and 1899, whatever the as yet to be precisely identified complaints made against it.

soit devenu *partie* à la procédure en question<sup>35</sup>. Tout autre scénario entrerait en contradiction radicale avec les principes statutaires les plus fondamentaux devant régir cette procédure, dont ceux, déjà cités, de la réciprocité et de l'égalité entre les États, ainsi que du droit à un procès équitable et du contradictoire<sup>36</sup>.

44. Dans son arrêt du 30 juin 1995 en l'affaire du *Timor oriental*, la Cour s'est exprimée on ne peut plus clairement à ce sujet : « Quelle que soit la nature [même *erga omnes*] des obligations invoquées, la Cour ne saurait statuer sur ... la licéité du comportement d'un autre État *qui n'est pas partie à l'instance*. »<sup>37</sup> La doctrine spécialisée considère elle aussi que la Cour ne peut exercer sa compétence à l'égard d'un État « non partie à la procédure », qualifié de « partie indispensable » dès lors que la Cour est appelée à se prononcer directement et à titre principal sur ses droits et obligations dans le cadre d'un procès entre d'autres États<sup>38</sup>. Les parties à une instance devant

<sup>35</sup> Même en matière consultative, où la Cour n'est pourtant pas appelée à statuer avec l'autorité de la chose jugée sur les droits des États, la Cour permanente de Justice internationale a décliné d'exercer sa juridiction, dans un cas bien connu, au motif, notamment, qu'un État directement intéressé « refusait [d]e prendre part [à la procédure] de quelque manière que ce soit » (*Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 236, par. 14, et référence à *Statut de la Carélie orientale, avis consultatif, 1923, C.P.J.I. série B n° 5*).

<sup>36</sup> La Cour a vu dans le principe de l'« égalité souveraine des États » « l'un des principes fondamentaux de l'ordre juridique international » et a souligné qu'il s'appliquait en particulier dans le cadre du règlement pacifique d'un différend international (*Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie), mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 2014, C.I.J. Recueil 2014*, p. 153, par. 27). Sur les relations générales entre égalité des parties, respect du contradictoire et bonne administration de la justice, cf. par exemple *Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2012 (I)*, p. 30, par. 47.

<sup>37</sup> *Timor oriental (Portugal c. Australie), arrêt, C.I.J. Recueil 1995*, p. 102, par. 29 (les italiques sont de moi). La Cour n'a eu de cesse de répéter, dans sa jurisprudence, qu'elle ne saurait exercer sa compétence à l'égard d'un État « absent » de l'instance ; voir par exemple affaire de l'*Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique), question préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1954*, p. 32, et la déclaration du président McNair, *ibid.*, p. 35 ; *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990*, p. 116, par. 55, et p. 122, par. 73. Dans son opinion individuelle jointe à l'arrêt de la Cour en l'affaire du *Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)*, Sir Gerald Fitzmaurice explique que « [d]ans l'affaire de l'*Or monétaire* ... où la Cour a dit expressément que les Parties lui avaient conféré compétence, elle a refusé d'exercer cette compétence en raison de l'absence d'un autre État dont elle considérerait la présence à l'instance nécessaire » (« which the Court regarded as a necessary party to the proceedings »), *exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1963*, p. 102, note 4 (les italiques sont de moi). Il est à peine besoin de préciser que, dans tous ces cas, ce que visait la Cour était la nécessité, pour le « tiers indispensable », de devenir *partie au procès* avant qu'elle puisse se prononcer sur ses droits et obligations, et non l'exercice du droit statutaire de faire défaut, ouvert, conformément aux termes exprimés de l'article 53 du Statut, à toute « partie ».

<sup>38</sup> Voir par exemple *Rosennes's Law and Practice of the International Court: 1920-2015*, 5th edition by M. Shaw, Brill, 2016, vol. II, p. 560.

proceedings in question<sup>35</sup>. Any other scenario would be wholly inconsistent with the most fundamental statutory principles intended to govern such proceedings, including the previously mentioned principles of reciprocity and the equality of States, and the right to fair and adversarial proceedings<sup>36</sup>.

44. In its Judgment of 30 June 1995 in the *East Timor* case, the Court was absolutely clear on this point: “Whatever the nature [even *erga omnes*] of the obligations invoked, the Court could not rule on . . . the lawfulness of the conduct of another State *which is not a party to the case*.”<sup>37</sup> The specialist literature also considers that the Court cannot exercise jurisdiction over a State “not party to the proceedings”, characterized as an “indispensable party” when the Court is called upon to rule directly and as a principal matter on its rights and obligations in the context of proceedings between other States<sup>38</sup>. Parties to proceedings before the Court cannot act in the place

<sup>35</sup> Even in advisory proceedings, in which the Court is nonetheless not called upon to rule with the force of *res judicata* on the rights of States, the Permanent Court of International Justice declined to exercise its jurisdiction, in one well-known instance, on the grounds, in particular, that a State directly concerned “refused to take part [in the proceedings] in any way” (*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 236, para. 14, and reference to *Status of Eastern Carelia, Advisory Opinion, 1923, P.C.I.J., Series B, No. 5*).

<sup>36</sup> The Court has considered the principle of the “sovereign equality of States” to be “one of the fundamental principles of the international legal order” and has emphasized that it applies, in particular, in the context of the peaceful settlement of international disputes (*Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia), Provisional Measures, Order of 3 March 2014, I.C.J. Reports 2014*, p. 153, para. 27). On the general relationship between equality of the parties, respect for the adversarial principle and the sound administration of justice, cf. e.g. *Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2012 (I)*, p. 30, para. 47.

<sup>37</sup> *East Timor (Portugal v. Australia), Judgment, I.C.J. Reports 1995*, p. 102, para. 29 (emphasis added). The Court has repeatedly stated in its jurisprudence that it cannot exercise jurisdiction over a State that is “absent” from the proceedings; see e.g. *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and United States of America), Preliminary Question, Judgment, I.C.J. Reports 1954*, p. 32, and the declaration of President McNair, *ibid.*, p. 35; *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras), Application for Permission to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1990*, p. 116, para. 55, and p. 122, para. 73. In his separate opinion appended to the Court’s Judgment in the *Northern Cameroons* case (*Cameroon v. United Kingdom*), Sir Gerald Fitzmaurice explains that “[i]n the *Monetary Gold* case . . . the Court, while expressly finding that jurisdiction had been conferred upon it by the Parties, declined to exercise it because of the absence of another State *which the Court regarded as a necessary party to the proceedings*” (*Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1963*, p. 102, note 4 (emphasis added)). It is hardly necessary to mention that, in all these instances, what the Court was referring to was the need for an “indispensable third party” to become *a party to the proceedings* in order for the Court to be able to rule on its rights and obligations, and not the exercise of the right under the Statute not to take part in the proceedings, which, in accordance with the express terms of Article 53 thereof, is open to all “parties”.

<sup>38</sup> See e.g. *Rosennes’s Law and Practice of the International Court: 1920-2015*, 5th ed. by M. Shaw, Brill, 2016, Vol. II, p. 560.

la Cour ne sauraient se substituer à un tiers souverain dans la défense de ses droits ni se voir imposer la charge de prouver qu'il a rempli ses obligations. Or, comme la Cour l'a relevé à diverses reprises, elle n'a pas le pouvoir d'obliger un État tiers à devenir partie à une instance en cours<sup>39</sup>; quant aux possibilités ouvertes à cet effet au tiers lui-même, elles sont *a priori* fort limitées (hypothèse — sans précédent à ce jour — d'une éventuelle intervention *en tant que partie*).

45. Au demeurant, dans l'affaire de l'*Or monétaire*, la situation était, de ce point de vue, assez différente de celle qui prévaut ici. Ainsi que la Cour l'a expliqué dans son arrêt du 15 juin 1954 en cette affaire, la déclaration de Washington, qui constituait le titre de compétence, contenait une *invitation* à l'Italie et à l'Albanie à *participer à l'instance*<sup>40</sup>. Le simple consentement de ces États à la juridiction de la Cour suffisait, dans ce cadre à vrai dire très particulier, à en faire des parties à l'instance: ce fut le cas de l'Italie, mais non de l'Albanie, sur le comportement de laquelle la Cour a donc refusé de se prononcer, concluant qu'elle ne pouvait rendre *aucune* décision obligatoire, que ce fût à l'égard de l'État tiers qu'était demeurée l'Albanie ou des parties<sup>41</sup>.

46. La thèse d'un prétendu consentement à la juridiction de la Cour, tacitement exprimé par le Royaume-Uni à l'article IV de l'accord de Genève, ne mène en conséquence pas aussi loin que ses tenants le voudraient. Même si un tel consentement pouvait être établi — *quod non* —, il ne serait pas suffisant à lui seul pour permettre à la Cour, dans les circonstances de l'espèce, d'exercer sa compétence afin de se prononcer directement sur le comportement de cet État, qui a délibérément choisi de demeurer un tiers à l'instance. Le Statut, auquel ni la Cour ni les États ne sauraient déroger<sup>42</sup>, ne l'y autorise tout simplement pas. Et le Royaume-Uni était certainement le dernier à l'ignorer.

\*

47. Au vu de ce qui précède, force est de constater que, quelle que soit la façon dont on appréhende l'argumentation fondée sur un prétendu « consentement » du Royaume-Uni, celle-ci est incapable de fonder un rejet de l'exception du Venezuela.

<sup>39</sup> *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990*, p. 135, par. 99 et références.

<sup>40</sup> *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique), question préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1954*, p. 31. La Déclaration de Washington prévoyait en effet expressément, d'une part, que l'Italie pourrait soumettre ses revendications sur l'or à la Cour (par. b)) et, d'autre part, que l'Albanie pourrait saisir la Cour de la question de la destination de l'or lui appartenant (par. a)).

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>42</sup> Voir *Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, ordonnance du 19 août 1929, C.P.J.I. série A n° 22*, p. 12; *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger), arrêt, C.I.J. Recueil 2013*, p. 70, par. 46.

of a sovereign third party to defend the latter's rights, nor can they be required to assume the burden of proving that that State has performed its obligations. Conversely, the Court, as it has noted on various occasions, does not have the power to compel a third State to become a party to ongoing proceedings<sup>39</sup>; as for the possibilities open to the third party itself in this respect, they appear to be quite limited (one being the as yet unprecedented scenario of possible intervention *as a party*).

45. Incidentally, in the *Monetary Gold* case, the situation in this respect was rather different from the one here. As the Court explained in its 15 June 1954 Judgment in that case, the Washington Statement, which constituted the title of jurisdiction, contained an *invitation* to Italy and Albania *to participate in the proceedings*<sup>40</sup>. The mere consent of those States to the Court's jurisdiction was sufficient, in that frankly highly unusual context, to make them parties to the proceedings: this is what happened in the case of Italy, but not Albania, on whose conduct the Court thus declined to rule, finding that it could not render *any* binding decision, be it in respect of Albania, which remained a third State, or the parties<sup>41</sup>.

46. The argument that there is alleged consent to the Court's jurisdiction, tacitly expressed by the United Kingdom in Article IV of the Geneva Agreement, thus does not lead as far as its supporters would like. Even if such consent could be established — *quod non* — it would not be sufficient in itself to enable the Court, in the circumstances of the case, to exercise its jurisdiction for the purpose of ruling directly on the conduct of the United Kingdom, which deliberately chose to remain a third party to the proceedings. The Statute, from which neither the Court nor the States may depart<sup>42</sup>, simply does not permit it to do so. And the United Kingdom was no doubt well aware of this.

\*

47. In view of the foregoing, it is apparent that no matter how the argument based on the United Kingdom's alleged "consent" is framed, it cannot provide a basis for rejecting Venezuela's objection.

---

<sup>39</sup> *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras), Application for Permission to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1990*, p. 135, para. 99 and reference.

<sup>40</sup> *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and United States of America), Preliminary Question, Judgment, I.C.J. Reports 1954*, p. 31. The Washington Statement indeed expressly provided, first, that Italy could submit to the Court its claims to the gold (para. (b)) and, second, that Albania could seize the Court of the question of the use of the gold belonging to it (para. (a)).

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>42</sup> See *Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex, Order of 19 August 1929, P.C.I.J., Series A, No. 22*, p. 12; *Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger), Judgment, I.C.J. Reports 2013*, p. 70, para. 46.

48. Il convient enfin de rappeler ici une évidence qui a tout son poids dans le contexte de la présente espèce : la lettre du Secrétaire général des Nations Unies, en date du 30 janvier 2018, qui emportait notification de sa décision de choisir la Cour comme moyen de règlement du différend aux termes de l'article IV, paragraphe 2, de l'accord de Genève, n'a pas été adressée au Royaume-Uni, alors même qu'il ressort de l'arrêt du 18 décembre 2020 que cette décision a matérialisé la base de juridiction de la Cour en l'affaire et en est partie intégrante<sup>43</sup>. Cela confirme clairement, me semble-t-il, non seulement que la juridiction conférée à la Cour en l'espèce ne s'étend pas au Royaume-Uni et à ses actes propres, mais aussi que le choix de ce dernier, aux termes de l'accord de Genève, de demeurer à tous égards un tiers à la procédure devant la Cour, avec toutes les conséquences qui s'y attachent, en particulier quant à la protection de ses droits, a été dûment acté et pris en considération au moment de la « cristallisation » de la base de compétence.

\*

49. Sans vouloir entrer ici dans le débat familial sur le point de savoir si une interprétation « restrictive » s'impose lorsqu'il s'agit d'établir le consentement d'un État à la juridiction de la Cour<sup>44</sup>, il est à craindre que toute décision inédite sur des questions d'une importance aussi cardinale que celle d'un tel consentement<sup>45</sup> ne soit guère propre à renforcer la sécurité juridique ni à conforter la confiance des États, qui dépend largement des positions prises à cet égard<sup>46</sup>.

50. De surcroît, en affirmant en substance, d'une façon ou d'une autre, que l'accord de Genève aurait créé, *ratione personae*, une manière de lien juridictionnel entre le Royaume-Uni et les Parties, permettant en particulier à la Cour, *ratione materiae*, de se pencher sur les griefs du Venezuela à l'encontre de la conduite de cet État en 1897-1899, on ouvrirait la porte à de possibles développements procédurux susceptibles de compliquer singulièrement le traitement de l'affaire et de retarder la solution du différend. En effet, si, en l'espèce, le Venezuela ne pourrait prétendre formuler des

<sup>43</sup> *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela), compétence de la Cour, arrêt, C.I.J. Recueil 2020*, p. 486 et suiv., par. 110 et suiv.

<sup>44</sup> Voir par exemple Ph. Couvreur, *The International Court of Justice and the Effectiveness of International Law*, Brill, 2017, p. 57 et suiv.

<sup>45</sup> Voir par exemple *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique), question préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1954*, p. 32. Il y a lieu une fois encore d'y ajouter, comme déjà indiqué, d'autres principes statutaires fondamentaux, tel celui de l'égalité des États devant elle et tel celui du contradictoire, que toute décision de la Cour tendant à se prononcer sur les droits et obligations de tiers absents à une procédure ne peut manquer d'affecter gravement.

<sup>46</sup> Sur les décisions de la Cour en matière de consentement à sa juridiction et leurs effets sur la confiance des États, voir par exemple l'opinion individuelle jointe par le juge Lachs à l'arrêt de la Cour en l'affaire du *Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie), arrêt, C.I.J. Recueil 1978*, p. 52.

48. Lastly, it is appropriate to recall here an obvious fact that is of great weight in the context of this case: the letter of 30 January 2018 from the United Nations Secretary-General giving notification of his decision to choose the Court as the means of settlement of the dispute, in accordance with the terms of Article IV, paragraph 2, of the Geneva Agreement, was *not* sent to the United Kingdom, even though it is clear from the Judgment of 18 December 2020 that this decision constitutes the basis of the Court's jurisdiction in this case and forms an integral part thereof<sup>43</sup>. In my view, this clearly confirms not only that the jurisdiction conferred on the Court in this case does not extend to the United Kingdom and its individual acts, but also that the decision taken by the latter, in accordance with the terms of the Geneva Agreement, to remain in all respects a third party to the proceedings before the Court with all the consequences this entails, particularly as regards the protection of its rights, was duly noted and taken into consideration when the basis of jurisdiction “crystallized”.

\*

49. Without wishing to enter into the familiar debate as to whether a “restrictive” interpretation should be applied when establishing a State's consent to the jurisdiction of the Court<sup>44</sup>, any novel decision on a question of such cardinal importance as that of consent to jurisdiction<sup>45</sup> is hardly likely to increase legal certainty or reinforce State confidence, which depends to a large extent on the positions taken in this respect<sup>46</sup>.

50. Moreover, stating, in one form or another, that the Geneva Agreement created, *ratione personae*, some kind of jurisdictional link between the United Kingdom and the Parties that, in particular, enables the Court, *ratione materiae*, to examine Venezuela's complaints regarding the United Kingdom's conduct between 1897 and 1899, would open the door to possible procedural developments that might significantly complicate the handling of the case and delay the settlement of the dispute. Indeed, although in this case Venezuela could not seek to make counter-claims against the

---

<sup>43</sup> *Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela), Jurisdiction of the Court, Judgment, I.C.J. Reports 2020*, pp. 486 *et seq.*, paras. 110 *et seq.*

<sup>44</sup> See e.g. Ph. Couvreur, *The International Court of Justice and the Effectiveness of International Law*, Brill, 2017, pp. 57 *et seq.*

<sup>45</sup> See e.g. *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and United States of America), Preliminary Question, Judgment, I.C.J. Reports 1954*, p. 32. Here again, it is appropriate to include, as mentioned earlier, other fundamental principles of the Statute, such as the equality of States before the Court and the adversarial principle, which would inevitably be seriously affected by any ruling of the Court on the rights and obligations of a third party that is absent from the proceedings.

<sup>46</sup> Regarding the Court's decisions relating to consent to its jurisdiction and their effects on State confidence, see e.g. the separate opinion of Judge Lachs appended to the Court's Judgment in the case concerning *Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)*, *Judgment, I.C.J. Reports 1978*, p. 52.



demandes reconventionnelles à l'endroit du Royaume-Uni, qui demeure un tiers à l'instance<sup>47</sup>, en revanche, il pourrait exciper de la reconnaissance d'un tel lien pour introduire une nouvelle instance contre lui<sup>48</sup>, aux fins, par exemple, d'obtenir réparation du fait des actes illicites de cet État dont il aurait été la victime. Comme la Cour l'a rappelé dans l'affaire *LaGrand* (*Allemagne c. États-Unis d'Amérique*),

« [s']il est établi que la Cour a compétence pour connaître d'un différend portant sur une question déterminée, elle n'a pas besoin d'une base de compétence distincte pour examiner les remèdes demandés par une partie pour la violation en cause (*Usine de Chorzów, C.P.J.I. série A n° 9, p. 22*) »<sup>49</sup>.

Certes, l'autorité de la chose jugée qui s'attache à tout arrêt est relative et ne s'étend pas aux tiers<sup>50</sup>. Mais on voit mal comment, dans les circonstances de l'espèce, la Cour pourrait revenir dans une décision ultérieure sur toute conclusion accueillant à ce stade la thèse d'un consentement du Royaume-Uni à l'exercice de sa juridiction à son égard.

\* \*

51. Ces difficultés, aussi sévères que nombreuses, ne paraissent pas avoir échappé à la Cour, qui s'est montrée très attentive, dans le présent arrêt, à éviter toute apparence d'endossement de l'argumentation du demandeur sur ce point. En effet, alors que le Guyana a tenté de démontrer que les conditions préalables à la mise en œuvre de la jurisprudence de l'*Or monétaire* n'étaient pas réunies en l'espèce, au motif, d'une part, que le Royaume-Uni ne posséderait plus aucun intérêt susceptible de constituer l'objet de l'instance et, d'autre part, qu'il aurait en tout état de cause « consenti » à la compétence de la Cour et à l'exercice de cette compétence pour régler le différend, la Cour s'est efforcée d'éviter de devoir examiner ces conditions

<sup>47</sup> Le fait que, s'agissant de ces griefs, il ne puisse davantage, en principe, formuler de telles demandes contre le Guyana, pour les motifs sus-indiqués, tenant notamment à la non-succession en matière de responsabilité internationale, est un exemple frappant des inégalités entre États et des atteintes possibles à leurs droits procéduraux auxquelles, sans le vouloir, pourrait mener la thèse d'un « consentement » du Royaume-Uni.

<sup>48</sup> Une instance que la Cour n'aurait guère d'autre choix que de joindre à la présente, rendant ainsi la procédure nettement plus complexe.

<sup>49</sup> *LaGrand* (*Allemagne c. États-Unis d'Amérique*), arrêt, *C.I.J. Recueil 2001*, p. 485, par. 48.

<sup>50</sup> Si tel est le principe, on aperçoit ici encore les difficultés auxquelles pourrait donner lieu toute accréditation de l'argumentation fondée sur un prétendu « consentement » du Royaume-Uni. On est en effet en droit de se demander s'il est conforme au principe de l'égalité des États et à la bonne administration de la justice qu'un État ayant consenti à l'exercice par la Cour de sa juridiction à son égard ne soit pas lié par sa décision car ayant décidé de demeurer un tiers à l'instance. Il y a assurément là une anomalie sérieuse, qui témoigne du caractère artificiel et peu cohérent d'une telle argumentation. De ce point de vue également, le consentement à la juridiction et le statut de tiers à l'instance paraissent résolument inconciliables.

United Kingdom, which remains a third party to the proceedings<sup>47</sup>, it could nevertheless invoke the recognition of this jurisdictional link to institute new proceedings against it<sup>48</sup>, with the aim, for example, of obtaining reparation for the unlawful acts it allegedly suffered at the hands of that State. As the Court recalled in the *LaGrand* case (*Germany v. United States of America*),

“[w]here jurisdiction exists over a dispute on a particular matter, no separate basis for jurisdiction is required by the Court to consider the remedies a party has requested for the breach of the obligation (*Factory at Chorzów, P.C.I.J., Series A, No. 9, p. 22*)”<sup>49</sup>.

While the force of *res judicata* attaching to any judgment is relative and does not extend to third parties<sup>50</sup>, it is nevertheless difficult to see how, in the circumstances of this case, the Court could, in a subsequent decision, reconsider any finding that upholds at this stage the argument that the United Kingdom has consented to the exercise of the Court’s jurisdiction over it.

\* \*

51. These issues — as serious as they are numerous — do not appear to have escaped the Court, which takes great care in the Judgment to avoid any impression of support for the Applicant’s argument on this point. Indeed, while Guyana attempted to show that the preconditions for applying the *Monetary Gold* jurisprudence were not met in this case — first, because the United Kingdom no longer had any interest that was likely to constitute the subject-matter of the proceedings, and, second, because the latter had in any event “consented” to the Court’s jurisdiction and to the exercise of that jurisdiction for the purpose of settling the dispute — the Court did its utmost to avoid having to examine those preconditions and whether they were met in

---

<sup>47</sup> As regards these complaints, the fact that Venezuela is also unable, in principle, to make such counter-claims against Guyana — for the reasons set out above, relating in particular to non-succession in respect of international responsibility — is a prime example of the inequalities between States and the possible violations of their procedural rights to which the argument of the United Kingdom’s “consent” might inadvertently lead.

<sup>48</sup> Proceedings which the Court would have little choice but to join to those in the present case, thereby making the procedure significantly more complex.

<sup>49</sup> *LaGrand (Germany v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 2001*, p. 485, para. 48.

<sup>50</sup> While that is the principle, here again we see the difficulties that could be caused by any endorsement of the argument based on the United Kingdom’s alleged “consent”. Indeed, it is legitimate to question whether it is consistent with the principle of the equality of States and the sound administration of justice for a State that has consented to the exercise of the Court’s jurisdiction over it not to be bound by its decision because that State decided to remain a third party to the proceedings. This is no doubt a serious anomaly, reflecting the contrived and incongruous nature of such an argument. From this perspective too, consent to jurisdiction and the status of third party to the proceedings appear utterly irreconcilable.

et leur réunion dans le cas d'espèce, en arguant que ce cas — unique en son genre — serait tout entier régi par l'accord de Genève, sur la seule base duquel elle aurait à rejeter l'exception du Venezuela, « en amont » d'un tel examen, devenu dès lors inutile. Aux termes mêmes de l'arrêt, « le principe de l'Or monétaire n'entre pas en jeu en l'espèce »<sup>51</sup>.

52. Cette différence formelle d'approche, quelque créative qu'elle soit, ne laisse toutefois pas à mon sens de poser problème. Tout d'abord, s'il est vrai que la Cour est exclusivement tenue de statuer sur les *conclusions* des parties, sans avoir à se prononcer nécessairement sur chacun des *moyens* formulés par celles-ci<sup>52</sup>, éluder toute décision sur l'argumentation qui a constitué l'essentiel du débat entre les parties paraît assurément peu compatible avec les exigences d'une bonne administration de la justice, et propre à générer malaise et frustration. Mais au-delà, la question primordiale me semble être celle de savoir si cette approche permet réellement d'éviter les écueils, ci-dessus décrits, auxquels se heurte la théorie d'un « consentement » du Royaume-Uni qui rendrait inapplicable la jurisprudence de l'*Or monétaire*. Tel n'est, à mon jugement, pas le cas.

53. La difficulté essentielle, comme je l'ai déjà souligné, réside dans le fait que, dès lors que le mode de règlement du différend choisi aux termes de l'article IV de l'accord de Genève est la Cour — qui se distingue à cet égard radicalement des autres —, son Statut s'applique, par priorité et de manière impérative. Prétendre que l'accord aurait tout réglé en prévoyant que le différend serait résolu entre les Parties sans intervention du Royaume-Uni pose inévitablement la question de savoir, une fois la Cour saisie, si les prévisions générales de l'article IV sont suffisantes pour permettre à celle-ci de connaître d'actes illicites propres du Royaume-Uni, non antérieurement définis en termes juridiques précis, ou, en d'autres termes, si elles sont en mesure de lui conférer juridiction à l'égard de tels actes. On ne peut, quelle que soit la manière d'appréhender l'approche de la Cour, éviter cette question, à laquelle on est immanquablement renvoyé. Or la réponse à ladite question ne peut être donnée, une fois encore, qu'à l'aune des exigences du Statut en matière de consentement, telles que traditionnellement interprétées par la Cour elle-même, notamment dans son arrêt en l'affaire de l'*Or monétaire*. Bien plus, comme je l'ai aussi rappelé ci-avant, l'accord de Genève et le prétendu consentement qui y serait inclus ne sauraient disposer de la question distincte de la non-participation du Royaume-Uni à l'instance, qui soulève des problèmes sérieux au regard des principes fondamentaux d'égalité, de réciprocité et de contradictoire consacrés dans le même Statut.

54. Le Royaume-Uni n'a pas entendu déroger, en 1966, au Statut de la Cour, et il ne le pouvait pas. Les exigences d'un consentement non équivoque de sa part à la juridiction de la Cour et de sa participation à l'instance pour qu'elle puisse statuer à son égard sont identiques et également contraignantes,

<sup>51</sup> Voir paragraphe 107.

<sup>52</sup> Voir la distinction célèbre faite à cet égard par la Cour dans l'affaire des *Minquiers et Ecréhous (France/Royaume-Uni)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1953*, p. 52.

the present proceedings, reasoning that this — unique — case is governed entirely by the Geneva Agreement, on the sole basis of which it was obliged to reject Venezuela's preliminary objection ahead of any such examination, which was thus rendered unnecessary. As stated in the Judgment itself, "the Monetary Gold principle does not come into play in this case"<sup>51</sup>.

52. In my view, this formally different approach, as creative as it may be, is nonetheless not without its problems. First of all, while it is true that the Court is required only to rule on the parties' *submissions*, without necessarily having to pronounce on each of the *reasons* put forward by them<sup>52</sup>, avoiding any decision on the arguments that formed the bulk of the debate between the parties certainly appears to be incompatible with the requirements of the sound administration of justice and is likely to generate discontent and frustration. Beyond this, however, the most important question seems to me to be whether this approach actually makes it possible to avoid the above-mentioned pitfalls of the argument that the United Kingdom's "consent" renders the *Monetary Gold* jurisprudence inapplicable. In my opinion, it does not.

53. The main problem, as I have already pointed out, lies in the fact that since the means of dispute settlement chosen under Article IV of the Geneva Agreement is the Court — which is completely different in this respect from the other means of settlement — its Statute must be applied and must take priority. To claim that the Agreement resolves everything by providing for the dispute to be settled between the Parties without the United Kingdom's involvement inevitably raises the question whether, once the Court has been seised, the general provisions of Article IV are sufficient to enable it to consider unlawful acts of the United Kingdom that have not previously been defined in precise legal terms, or, in other words, whether those provisions are capable of giving the Court jurisdiction over such acts. No matter how the Court's approach is framed, we inevitably return to this inescapable question. Yet, once again, it can only be answered in the light of the Statute's requirements on consent, as traditionally interpreted by the Court itself, particularly in its Judgment in the *Monetary Gold* case. Furthermore, as also recalled above, the Geneva Agreement and the alleged consent contained therein cannot dispose of the separate question of the United Kingdom's non-participation in the proceedings, which raises serious issues with regard to the fundamental principles of equality, reciprocity and adversarial proceedings enshrined in the same Statute.

54. The United Kingdom did not seek to derogate from the Court's Statute in 1966, nor was it able to do so. The need for its unequivocal consent to the Court's jurisdiction and for its participation in the proceedings in order for the Court to be able to make a ruling in respect of it remain the same

---

<sup>51</sup> See paragraph 107.

<sup>52</sup> See the well-known distinction made by the Court in this regard in the case concerning *Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1953*, p. 52.

qu'on se place dans le cadre de l'interprétation et de l'application de l'accord de Genève, ou dans celui de la mise en œuvre de la jurisprudence de l'*Or monétaire*. Cette variation formelle ne change donc, en définitive, rien aux difficultés précédemment rencontrées, et n'apparaît pas davantage capable d'y apporter une solution.

\* \*

55. Pour tous ces motifs, j'estime ne pouvoir me rallier ni à l'argumentation du demandeur ni, je le regrette, à l'approche alternative adoptée par la Cour.

\* \*

56. Si donc je suis d'avis, contrairement à la majorité, que l'importante jurisprudence de l'*Or monétaire* trouve, dans son principe, à s'appliquer en l'espèce, et qu'il n'y avait aucun motif déterminant pour la Cour de s'en écarter, il n'existe pas moins, à mon avis, une différence certaine entre la présente affaire, d'une part, et celles de l'*Or monétaire* et du *Timor oriental*, de l'autre.

57. En effet, dans ces affaires, les *faits*, sur la licéité desquels la Cour ne pouvait éviter de se prononcer pour statuer sur les demandes qui lui avaient été soumises, *étaient bien établis*. Dans l'affaire de l'*Or monétaire*, le décret-loi du 13 janvier 1945, portant confiscation des biens de la Banque nationale d'Albanie, détenus à 88,5 % par l'Italie, avait bel et bien été adopté, et son entrée en vigueur était incontestée. Dans l'affaire du *Timor oriental*, la présence de l'Indonésie sur ce territoire, qui avait fait l'objet de nombreuses résolutions des organes des Nations Unies, était indéniable. Et dans l'affaire de *Certaines terres à phosphates à Nauru*, qui n'a finalement pas donné lieu à application de la jurisprudence de l'*Or monétaire*, l'exploitation de ces terres et les graves dommages qui en étaient résultés n'étaient nullement mis en doute.

58. En l'espèce, les choses se présentent différemment. Les actes du Royaume-Uni, invoqués par le Venezuela au soutien de ses allégations d'invalidité du traité de Washington de 1897 et de la sentence arbitrale du 3 octobre 1899, n'ont pas, à ce stade de la procédure, été définitivement établis. Certes, des indices, de sources diverses, parfois assez troublants, ont été fournis à la Cour. Mais, pour reprendre les termes d'un conseil du Venezuela, seule la « pointe de l'iceberg » aurait été dévoilée à ce stade de la procédure<sup>53</sup>. Si la Cour décidait, sur la foi du seul tableau impressionniste des faits ainsi brossé, de décliner d'exercer sa compétence, elle risquerait de priver arbitrairement le demandeur de son droit à un procès équitable. Bien plus, la Cour créerait, on peut le craindre, un précédent susceptible d'inciter de futurs défendeurs à mêler artificiellement les droits de tiers à leurs prétentions, afin d'échapper à son verdict.

<sup>53</sup> CR 2022/23, p. 12, par. 12.

and equally binding, be it in the context of the interpretation and application of the Geneva Agreement or in the context of applying the *Monetary Gold* jurisprudence. Ultimately, therefore, this formally different approach does nothing to change the difficulties encountered above, nor does it appear capable of providing a solution to them.

\* \*

55. For all the foregoing reasons, I find myself unable to accept either the Applicant's arguments or, regretfully, the alternative approach adopted by the Court.

\* \*

56. While, unlike the majority, I am therefore of the opinion that the extensive *Monetary Gold* jurisprudence applies *in principle* to the present case, and that there was no compelling reason for the Court to depart from it, I nonetheless consider there to be a clear difference between this case and the *Monetary Gold* and *East Timor* cases.

57. Indeed, in those cases, the *facts* — whose lawfulness the Court had no choice but to determine before it could rule on the claims before it — *were well established*. In the *Monetary Gold* case, the Legislative Decree of 13 January 1945 ordering the confiscation of the assets of the National Bank of Albania, 88.5 per cent of which were owned by Italy, had clearly been adopted and its entry into force was undisputed. In the *East Timor* case, Indonesia's presence on that territory, which had been the subject of numerous resolutions of United Nations organs, was undeniable. And in the *Certain Phosphate Lands in Nauru* case, in which the *Monetary Gold* jurisprudence was ultimately not applied, the exploitation of those lands and the serious damage caused as a result was not in any doubt.

58. In this case, the situation is different. The acts of the United Kingdom, invoked by Venezuela in support of its allegations that the 1897 Washington Treaty and the Arbitral Award of 3 October 1899 are invalid, have not been conclusively established at this stage of the proceedings. It is true that evidence from various sources, some of which is rather troubling, has been submitted to the Court. However, according to counsel for Venezuela, only the "tip of the iceberg" has been revealed at this stage<sup>53</sup>. If the Court were to decide to decline to exercise its jurisdiction, solely on the basis of the impressionistic picture of the facts thus painted, it risks arbitrarily depriving the Applicant of its right to a fair hearing. What is more, there is a danger that the Court would establish a precedent that might encourage future respondents artificially to entangle the rights of third parties with their own claims, so as to escape the Court's judgment.

---

<sup>53</sup> CR 2022/23, p. 12, para. 12.

59. Par ailleurs, accueillir à *ce stade* l'exception du Venezuela, tirée de l'absence du Royaume-Uni à l'instance, reviendrait à mon sens à préjuger du fond, puisqu'une telle décision impliquerait nécessairement que la Cour considérerait comme acquis les faits dont le défendeur se prévaut, en dépit de leur caractère encore assez vague. Cela étant, la Cour, en décidant de rejeter cette exception, aurait pu préjuger de la même manière du fond si elle n'avait choisi de fonder ce rejet sur l'unique considération que, même si la conduite alléguée du Royaume-Uni était avérée, la jurisprudence de l'*Or monétaire* ne trouverait pas à s'appliquer dans cette affaire, compte tenu de l'arrangement intervenu «en amont» aux termes de l'article IV de l'accord de Genève.

60. Eu égard aux conclusions auxquelles je suis parvenu ci-dessus, j'estime que le Règlement de la Cour, tel qu'il est conçu en substance depuis 1972, ne laissait à celle-ci qu'une seule possibilité : déclarer l'exception soulevée par le défendeur comme étant *non exclusivement préliminaire* et l'examiner avec le fond<sup>54</sup>.

61. Comme on le sait, cette solution, qui devait prévenir les jonctions au fond trop faciles et les retards injustifiés dans le règlement des affaires (comme ce fut par exemple le cas de celle de la *Barcelona Traction*), a été envisagée pour les éventualités où une exception préliminaire «comport[rai]t à la fois des aspects préliminaires et des aspects de fond»<sup>55</sup>.

62. La Cour a traditionnellement estimé que tel serait le cas d'une exception si «inextricablement liée au fond»<sup>56</sup> que la trancher ferait bien plus que simplement «effleurer» celui-ci, selon l'expression fameuse de la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire de *Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise*<sup>57</sup>, et équivaldrait en réalité à trancher le différend, ou certains de ses aspects, au fond.

63. Ultérieurement, la Cour a décidé que, d'une manière plus générale, lorsqu'elle «ne dispose pas de tous les éléments nécessaires pour se prononcer sur les questions soulevées» par une exception préliminaire, cette exception doit aussi être examinée avec le fond<sup>58</sup>.

<sup>54</sup> Voir l'article 79ter, paragraphe 4, de la version du Règlement entrée en vigueur le 21 octobre 2019 et appliquée par la Cour à la suite de la procédure dans la présente affaire.

<sup>55</sup> Voir par exemple *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, p. 31, par. 41 ; *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998, p. 28, par. 49.

<sup>56</sup> *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête : 1962) (Belgique c. Espagne)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1964, p. 46.

<sup>57</sup> *Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, compétence*, arrêt n° 6, 1925, C.P.J.I. série A n° 6, p. 15.

<sup>58</sup> Voir *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (II), p. 852, par. 51 ; *Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)*, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2019 (I), p. 40, par. 97.

59. Furthermore, to uphold *at this stage* Venezuela's objection based on the United Kingdom's absence from the proceedings would, in my view, amount to prejudging the merits, since such a decision would necessarily imply that the Court considers the facts relied on by the Respondent to be established, despite their still rather vague nature. That said, in deciding to reject the objection, the Court could have similarly prejudged the merits had it not chosen to base its rejection solely on the consideration that, even if the United Kingdom's alleged conduct were established, the *Monetary Gold* jurisprudence would not apply in this case on account of the "prior" arrangement made under Article IV of the Geneva Agreement.

60. In light of the conclusions reached above, it is my view that the Rules of Court, as conceived in substance since 1972, left the Court with only one option: to declare that the objection raised by the Respondent *does not have an exclusively preliminary character*, and examine it at the merits stage<sup>54</sup>.

61. As we know, this solution, intended to prevent preliminary objections from being too easily joined to the merits and to avoid unnecessary delays in the settlement of cases (as in the *Barcelona Traction* case, for example), was envisaged for scenarios in which preliminary objections "contain both preliminary aspects and other aspects relating to the merits"<sup>55</sup>.

62. The Court has traditionally considered that such would be the case of an objection so "inextricably interwoven with . . . the merits"<sup>56</sup> that ruling on it would entail far more than simply "touch[ing] upon" them — to use the well-known phrase coined by the Permanent Court of International Justice in the case concerning *Certain German Interests in Polish Upper Silesia*<sup>57</sup> — and would in fact amount to determining the dispute, or certain aspects of it, on the merits.

63. The Court subsequently decided that, more generally, when it "does not have before it all facts necessary to decide the questions raised" by a preliminary objection, that objection must also be considered at the merits phase<sup>58</sup>.

---

<sup>54</sup> See Article 79*ter*, paragraph 4, of the version of the Rules that entered into force on 21 October 2019 and was applied by the Court to the subsequent proceedings in the present case.

<sup>55</sup> See e.g. *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1986, p. 31, para. 41; *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1998, p. 28, para. 49.

<sup>56</sup> *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1964, p. 46.

<sup>57</sup> *Certain German Interests in Polish Upper Silesia, Jurisdiction*, Judgment No. 6, 1925, P.C.I.J., Series A, No. 6, p. 15.

<sup>58</sup> See *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II), p. 852, para. 51; *Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2019 (I), p. 40, para. 97.



64. Je suis d'avis que, en l'espèce, l'exception du Venezuela tirée de l'absence du Royaume-Uni comme tierce partie indispensable présentait à la fois l'une et l'autre de ces caractéristiques<sup>59</sup>.

(Signé) Philippe COUVREUR.

---

<sup>59</sup> Cf. *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998*, p. 324-325, par. 116-117.

64. It is my opinion that, in this case, Venezuela's objection based on the absence of the United Kingdom as an indispensable third party met both of these conditions simultaneously<sup>59</sup>.

(Signed) Philippe COUVREUR.

---

---

<sup>59</sup> Cf. *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1998*, pp. 324-325, paras. 116-117.

ISBN 978-92-1-003946-8



9 789210 039468